REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, UNIVERSITAIRE, RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS

Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu

ISP-BUKAVU

B.P. 854 BUKAVU

Section des Sciences Commerciales, Administratives et Informatique de Gestion

Département des Sciences Commerciales et Administratives

La résilience des ménages membres d'associations de microcrédit face à la guerre de l'AFC/M23 à Nyabibwe

Mémoire présenté et défendu en vue de l'obtention du diplôme de licencié en Pédagogie Appliquée en Sciences Commerciales et Administratives

Par AKILI MULINDA Socrate

Directeur : Dr KILOSHO BURAYE Janvier
Professeur

Encadrant : MULUMEODERHWA SHALUKOMA Jean-Jacques
Assistant

Octobre 2025

Épigraphes

" La résilience économique ne consiste pas seulement à survivre aux crises, mais à transformer les épreuves en opportunités de croissance communautaire. " Talandier,2021

" Le microcrédit en Afrique n'est pas seulement un outil financier, c'est un levier d'autonomisation sociale et économique pour les exclus du système bancaire. " KHOULE Talla & NDIAYE Elhadji Moun, 2025

" Portez les fardeaux les uns des autres, et vous accomplirez ainsi la loi de Christ. " Galates 6 :2

In memoriam

À mon aimable défunt père ***Médard SHAMAMBA KAENYA*** *qui nous a quitté sans avoir eu la chance de nous voir grandir et arriver à ce prestigieux moment et à mon grand frère* ***HANGI MULINDA*** *d'heureuse mémoire, assassiné à l'âge juvénile. Nous nous réjouissons des œuvres et du modèle de vie que vous nous avez transmis.*

Que vos âmes reposent en paix.

Dédicace

A ma très chère mère NABANA LONGA NABUKIRI ;

A mon grand frère Lucien MARKO MULINDA ;

A toute ma future progéniture ;

A toute ma famille, mes proches et mes connaissances.

Remerciements

Au terme de ce travail, fruit du labeur et des plusieurs efforts concettis, qu'il nous soit permis d'exprimer nos remerciements à ceux qui nous ont été d'une importance capitale pour l'aboutissement de ce dernier.

Mes remerciements chaleureux sont adressés à mes Directeurs de ce travail à l'instar du Professeur KILOSHO BURAYE Janvier et le très estimé assistant MULUMEODERHWA SHALUKOMA Jean-Jacques qui, malgré leurs multiples tâches ont accepté de diriger ce travail jusqu'au bout. Grâce à leurs correctives, guides et conseils incommensurables, nous avons parvenu à réaliser ce modeste travail.

J'adresse également mes remerciements à tout le Corps Académique et Scientifique de l'institut supérieur pédagogique de Bukavu pour l'encadrement dont nous avons été l'objet dès la genèse de notre vie universitaire jusqu'à ce jour.

Je manque de mots pour exprimer ma gratitude à ma très chère mère NABANA LONGA Nabukiri qui s'est sacrifie en travaillant avec amour et dévouement sans pareil pour que je puisse arriver jusqu'à ce niveau.

Ma gratitude et ma reconnaissance de marque s'adresse à mes grand frères Lucien MARKO MULINDA et à son épouse Ornella KUMBUKA BIRONGO et Nelson KITUMAINI MULINDA et à son épouse Vicky TONVIKENE MANDIMA qui ont contribué au financement de mes études. Que Dieu les bénisse au centuple.

Mes sentiments de remerciement indéfectible vont également à mes frères et sœurs Joëlle Sifa Mulinda, Mastajabu Mulinda, Nabintu Mulinda, Uwewo Mulinda, Giselle Mulinda, Romain Mulinda, Amani Mulinda pour leur soutien tant moral, spirituel que matériel tout au long de l'élaboration de ce mémoire et de mon cursus académique, vous êtes des murs sur qui je m'appuis et cela sans aménager aucun effort.

À mes très chères Irène Sadiki, Rébecca Mbuli et mes grand amis Radjabu Paul, Newton Kaunda, mon ami et neveu Adolphe Louange, Icardi Willy qui m'ont toujours apporté aide et soutien quand il le fallait mais aussi mes compagnes domiciliés Moise, Love et Marcelin Tchanda, ce moment que nous partageons ensemble restera aggravé dans les annales des bons souvenirs.

Il serait insensible de ne pas exprimer ma reconnaissance de marque à mes meilleurs amis et camarades, qui nous ont soutenu tout au long du parcours de prêt ou de loin et avec qui nous partageons des souvenirs immortels : Emile Aksanti, Innocent Mugisho B, Balama Aristote, Fiston Balola Belge, Michel Mutaofu, Bahati Merci, Rabbin Willonja, Saddam Heshima.

Que tous ceux dont les noms ne sont pas énumérés dans ce travail de peur à blaiser leur modestie trouvent à travers ces quelques lignes directes du fond du cœur, nos sentiments de vive reconnaissance pour participation à notre émergence.

À l'Éternel, l'omnipotent, l'omniscient et l'omniprésent ; louanges soient rendues pour les siècles des sciées.

Sigles et Abréviations

ACP : Analyse en composante principale

ACS : Allègement des charges sociales

ADCS : Adaptation à la caisse de solidarité

AFC/M23 : Alliance Fleuve Congo / Mouvement du 23 mars

AFFC : Comment affronter la crise engendrée par la guerre

AGR : Activité Génératrice de Revenu

AIC : Ajustement du taux d'intérêt et montant de crédit

AJUDI : Association des Jeunes Unis pour le Développement Intégral

APUDD : Association des Paysans Unis pour le Développement Durable

ARC : Adaptation des règles de crédit

ARPG : Adaptation des règles d'achat des parts du groupe

AVEC : Association Villageoise d'Épargne et de Crédit

FARDC : Forces Armées de la République Démocratique du Congo

FFI : Flexibilité financière interne

GR : Gestion des Risques

IMF : Institution de Micro Finance

MF : Microfinance

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PNB : Produit National Brut

RDOR : Réduction des dépenses et optimisation des ressources

RM : Résilience des Ménages

RNF : Réorganisation numérique et financière

SAC : Stratégies d'adaptation à la crise

SPSS : Statistical Package for the Social Sciences

UFNM : Union des Femmes pour la Non Marginalisation

USDD : Union des Sages pour le Développement Durable

Liste des tableaux

Tableau 1. Répartition de l'échantillon selon la taille de chaque association 26
Tableau 2. Autres variables de l'étude 28
Tableau 3. Caractéristiques sociodémographique des enquêtés 32
Tableau 4. Caractéristiques des tableaux croisés des pratiques du microcrédit des ménages membres d'associations 34
Tableau 5. Les effets de la guerre sur les ménages 37
Tableau 6. Statistiques descriptives des variables 39
Tableau 7. Indice KMO et test de Bartlett 41
Tableau 8. Qualités de représentation 41
Tableau 9. Composantes principales 44
Tableau 10. Indice global de la résilience des ménages 44
Tableau 11. Récapitulatif des modèles 45
Tableau 12. Coefficients 46

RESUME

Cette étude s'inscrit dans le contexte de l'Est de la République Démocratique du Congo, marqué par l'instabilité chronique et les effets socioéconomiques de la guerre de l'AFC/M23. À Nyabibwe, localité rurale du territoire de Kalehe, les ménages subissent des pertes de revenus, des déplacements forcés et l'effondrement des structures économiques. Dans ce cadre, les associations de microcrédit apparaissent comme des mécanismes communautaires de survie et de résilience. L'objectif poursuivi est d'analyser le rôle que jouent les associations de microcrédit dans le renforcement de la résilience des ménages face aux effets de la guerre de l'AFC/M23 à Nyabibwe. Pour ce faire, une enquête quantitative a été menée auprès de 198 ménages membres, et les données ont été traitées à l'aide du logiciel SPSS 25, mobilisant l'Analyse en Composantes Principales (ACP), les tests de fiabilité et la régression linéaire multiple.

Les résultats montrent que la résilience est principalement influencée par les stratégies d'adaptation à la crise (β = 0,410), la réduction des dépenses et optimisation des ressources (β = 0,344) et la gestion des risques (β = 0,206). En revanche, les variables socioéconomiques classiques comme le revenu, le niveau d'instruction ou le montant du crédit reçu ne présentent pas d'effet significatif. Ces résultats soulignent que, dans un contexte de guerre, la résilience repose davantage sur les dynamiques collectives et comportementales que sur les ressources financières.

Mots clés : Résilience des ménages, Microcrédit, Guerre de l'AFC/M23, Finance informelle.

Abstract

This study is set in the context of Eastern Democratic Republic of Congo, marked by chronic instability and the socioeconomic impacts of the AFC/M23 war. In Nyabibwe, a rural locality in Kalehe territory, households face income losses, forced displacement, and the collapse of economic structures. Within this environment, microcredit associations emerge as community-based mechanisms of survival and resilience. The objective of the research is to analyze the role of these associations in strengthening household resilience in Nyabibwe.

A quantitative survey was conducted among 198 member households, with data processed using **SPSS 25**, employing Principal Component Analysis (PCA), reliability tests, and multiple linear regression. The findings reveal that resilience is primarily influenced by crisis adaptation strategies (β = 0.410), expenditure reduction and resource optimization (β = 0.344), and risk management (β = 0.206). Conversely, conventional socio-economic variables such as income, education level, or loan amount show no significant effect. These results highlight that, in a context of armed conflict, resilience depends more on collective and behavioural dynamics than on financial resources.

Keywords: Household resilience, Microcredit, AFC/M23 war, Informal finance.

0. INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le microcrédit, et plus largement la microfinance, est aujourd'hui perçue comme un levier important de lutte contre la pauvreté, notamment dans les pays en développement. Il vise à rendre les services financiers accessibles aux populations exclues du système bancaire classique, afin de leur permettre d'initier des activités génératrices de revenus susceptibles d'améliorer leurs conditions socio-économiques (Atayi, 2025).

Cependant, dans l'Est de la République Démocratique du Congo, cette perspective est confrontée à des réalités complexes, notamment la persistance des conflits armés. Cette région est qualifiée de « zone rouge » en raison de la cohabitation entre divers groupes armés et d'une gouvernance étatique fragilisée (Josaphat, 2019).

Ces conflits ont des racines multiples : l'arrivée massive des réfugiés hutus rwandais à la suite du génocide de 1994, les différentes guerres dites de libération ou d'agression, ainsi que des tensions interethniques récurrentes. Ces dynamiques conflictuelles ont entraîné une fragmentation du tissu social, la défaillance des institutions publiques, le déplacement massif des populations, et l'effondrement des services de base, aggravant considérablement la pauvreté structurelle des communautés locales (Bienvenu Mokili Lilala, 2021).

Dans ce contexte d'insécurité prolongée, la crise actuelle s'inscrit dans une nouvelle phase particulièrement violente, avec la recrudescence du conflit lié à la guerre de l'AFC/M23, notamment dans les zones rurales telles que le territoire de Kalehe. Le centre de Nyabibwe, situé entre Goma et Bukavu, représente un exemple frappant de localité rurale profondément affectée par les retombées de cette guerre (Josaphat, 2019). Malgré son potentiel économique notamment grâce à l'exploitation minière et à ses terres fertiles ce centre souffre aujourd'hui d'un ralentissement brutal des activités économiques, d'un affaiblissement des capacités de production et d'un isolement institutionnel. La population locale se retrouve plongée dans une précarité extrême, privée d'accès aux systèmes financiers formels et exposée à des chocs socio-économiques constants (Godefroid Muzalia, 2022).

Face à ce phénomène désastreux de chute brusque de l'économie et du tissus social, les populations locales développent des mécanismes de résilience afin de faire face aux chocs socio-économiques. Parmi ces mécanismes dont nous pouvons citer : le renforcement du capital social, la diversification des moyens d'existence, l'accès à des ressources financières flexibles, la création d'associations villageoises d'épargne et de crédit, l'apprentissage et adaptation collective, le renforcement de l'autonomie économique, la mobilisation des réseaux communautaires, … ; les associations villageoises d'épargne et de crédit, formes populaires de la microfinance informelle (Bzeouich, 2019) où les relations entre le débiteur et le créancier

reposent sur la confiance, elles sont personnelles, non seulement parce que les partenaires se connaissent, mais parce qu'ils font affaire comme ils l'entendent, constituent une réponse communautaire à l'absence d'accès aux services financiers formels (MichelLelart, 2006).

Celles-ci prennent la forme de tontines, caisse de solidarité, ou encore Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), et permettent aux populations exclues du circuit bancaire traditionnel d'accéder à des ressources financières adaptées à leurs réalités (Adji Khoudia KAIRE, 2022). Ces structures communautaires se fondent sur la confiance mutuelle, la solidarité et des systèmes de fonctionnement souples, souvent autogérés. Leur déploiement en milieu rural traduit non seulement une dynamique d'organisation économique locale, mais aussi une réponse au vide laissé par l'absence de l'État et du système financier classique (MichelLelart, 2006).

Inspiré par l'expérience de Muhammad Yunus et de la Grameen Bank et ses recherches-actions menées dans le cadre de la Grameen Bank en 1976 où il accordait des petits prêts sans intérêts au mamans de son village remboursables dans une période dépassants les trois mois qui suivent afin de donner la chance aux plus démunis de lancer leur propres activités économiques et qui lui avaient values le prix Nobel de la paix 2006, le microcrédit s'est diffusé dans le monde entier comme un outil de développement social (Patrick Valeau, 2021).

C'est dans ce cadre économique que le centre de Nyabibwe a vu l'émergence de plusieurs associations d'épargne et de crédit à l'instar de l'AJUDDI, l'APUDD, l'USDD, UFNM, …qui prônent la lutte contre la pauvreté, l'autonomisation des femmes et des ménages. Ces associations se placent alors comme solution et opportunité de développement et de résilience de ses membres en recevant leur épargne et en leur octroyant des prêts pour le financement de leurs activités commerciaux, la scolarisation des leurs enfants et ou pour des besoins inaliénables au ménage sous intérêt. Elles pratiquent de taux d'intérêt variés entre 7 à 10% pour un membre et 10 à 15% pour un nom membre.

Ces taux paraissent exagérés parce les ménages de Nyabibwe sont confrontés à des multiples défis qui ne peuvent permettre de remplir les exigences de ce genre de crédit. Ils sont confrontés à la violence, aux déplacements forcés, à la perte de leurs biens et de leurs sources de revenus et voient donc leurs capacités d'adaptation et de résilience rudement mises à l'épreuve. Face à ces niveaux élevés des taux, cet état des choses qui nous pousse à nous questionner sur la rationalité et la vocation quant à la volonté des structures de microfinance à pallier aux problèmes conjoncturels de la population.

Théoriquement, face à l'effondrement des services étatiques et des systèmes économiques formels, les initiatives locales et informelles, telles que les associations de microcrédit, jouent souvent un rôle vital dans la survie et le soutien mutuel des populations (ByamunguMihigoJeanpaul, 2019)

Pour certains auteurs, les institutions de microfinance ont un impact positif (Barry, 2013), sur la réduction de la pauvreté et pour d'autre, l'impact est plutôt négatif (Ledgerwood, 2018).

Ainsi, soulignent-ils que des études fondées sur des expériences aléatoires démontrèrent que la microfinance produit des impacts mitigés car l'accroissement de la consommation et le financement accru de l'entrepreneuriat n'avaient pas nécessairement d'incidence sur la réduction de la pauvreté (Ledgerwood, 2018). Une autre évaluation d'impact de la microfinance sur les conditions de vie des communautés rurales en Afrique Centrale a également montré de faibles incidences, plus précisément le fait que l'accès au système bancaire améliorait lesdites conditions alors que le microcrédit dégradait substantiellement le niveau de développement humain de ces populations car les clients des IMF peinaient financièrement à assurer leurs dépenses alimentaires, de soins de santé, de services et à disposer d'une épargne (Atayi, 2025). La microfinance est également considérée par les plus sceptiques comme un facteur d'inégalités régionales et non de lutte contre la pauvreté quand bien même on lui reconnait quelques mérites, notamment le fait de servir de filet de sécurité sociale pour les plus pauvres faces à la précarité du revenu et aux aléas de la vie (Atayi, 2025).

Dans plusieurs pays africains (Bénin, Côte d'Ivoire, Tunisie, …), les AVEC ont été intégrées aux politiques de développement, avec des résultats variables selon les contextes. En RDC, où près de 73 % de la population soit 60 millions de personnes vivait avec moins d'1,90 dollar par jour en 2023 (niveau fixé comme seuil de pauvreté international). Ainsi, près d'une personne sur six se trouvant dans une situation d'extrême pauvreté en Afrique subsaharienne vit en RDC sous le seuil de pauvreté (BanqueMondiale, 2023) et l'accès limité aux services financiers constitue une barrière majeure à l'autonomisation économique (Ngandi, 2021). Les AVEC apparaissent alors comme un filet de sécurité sociale et un catalyseur de résilience économique, notamment dans les zones affectées par les conflits armés.

En Tunisie, le pouvoir public et les acteurs concernés par le développement semblent être conscients de la portée socioéconomique de la microfinance ; Ils sont pleinement convaincus du rôle qu'elle peut jouer comme moyen efficace de développement social et humain, notamment, à travers sa capacité de réduction de la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires. En effet, L'amélioration des revenus, l'accès aux services de santé et de l'éducation et l'amélioration des conditions d'habitat, ne sont que quelques façons avec lesquelles la microfinance influence les pauvres et les populations exclues des systèmes financiers traditionnels (Bzeouich, 2019).

Au Bénin, un pays de l'Afrique de l'Ouest, le microcrédit a connu une intégration aux stratégies de développement du pays. Ce qui place le microcrédit comme la principale arme de lutte contre la pauvreté chez les populations vulnérables (Ahoyo, 2020). Les crédits octroyés ont donc servi

à améliorer les conditions de vie des populations de ce pays en proie avec la vulnérabilité économique. Il a ainsi suscité l'implication de l'État aux programmes à volet microfinance en desservant les 77 communes du Bénin mais aussi les nombreuses participations des partenaires techniques financiers privés, internationaux ou nationaux. L'expérience de la région de la Bagoué en Côte d'Ivoire a montré que les AVEC sont des instruments de développement du monde rural. Elles permettent l'insertion et l'autonomisation des jeunes ruraux à travers le financement des AGR et des MPE. « Les groupements d'associations villageoises d'épargne et de crédit contribuent à éliminer la pauvreté en zone rurale en raison de l'autonomisation financière des populations due au développement d'activités génératrices de revenus » (KotchiKoffi, 2023)

Dans les pays du Sud, une majeure partie des populations vit dans une extrême pauvreté avec des conséquences négatives en termes de capacité financière pour entreprendre une activité économique, mais aussi d'accès à l'éducation scolaire ou à la santé. Dans ces conditions, c'est la notion de groupe qui est principalement utilisée par les promoteurs de la microfinance (notamment le microcrédit) pour asseoir les mécanismes de solidarité et d'entraide mutuelle, dans les régions où il existe encore une forte cohésion sociale, notamment dans les communautés villageoises (Barry, 2013).

Dans ce contexte, la MF apparait donc nécessaire pour résoudre les problèmes des ménages pauvres étant donné que le système de financement classique ne remplissait pas ce rôle d'octroyer des crédits aux pauvres (Ngandi, 2021). L'élargissement de l'offre des produits et services financier de nos jours a remis en cause la pensée selon laquelle qu'il n'est pas facile pour les établissements bancaires d'offrir des crédits aux indigents. C'est dans ce cadre que les organisations internationales et nationales ont mis en place des Associations Villageoises d'Epargne et des Crédits(AVEC) pour assurer des opérations d'épargne et d'octroi des crédits entre les membres avec comme objectifs de relever le niveau de vie de la population pauvres à travers la facilitation d'accès aux crédits (BULANGALIRE BUJIRIRI Jean, 2024)

Les résultats d'une étude sur l'approche association villageoise d'épargne et de crédit et l'autonomisation socioéconomique des femmes en milieu rural dans le groupement de Buzi, en chefferie de Buhavu disent que les AVEC en elles seules ne peuvent pas conduire la femme à son autonomisation, il est vrai que seule l'AVEC ne peut pas conduire la femme à son autonomisation mais fait partie des éléments pouvant la conduire à cette autonomisation vu que cette dernière répond à un pilier parmi les piliers de l'autonomisation de la femme. Les AVEC en elles-mêmes ne suffisent pas pour rendre les femmes de Buzi autonomes. Elles nécessitent d'être complétées par d'autres approches pour permettre à celles-ci d'acquérir plus des compétences et de pouvoir en matière de gestion, de contrôle et de prise de décision mais aussi

l'accès à des informations utiles qui peuvent les aider à saisir davantage d'autres possibilités pour leur autonomisation socioéconomique (Guillaume Bisimwa Bahati, 2022).

Depuis l'année 1994, l'Est de la RD Congo en général, et particulièrement la Province du Sud-Kivu, a été converti en sanctuaires des conflits armés, ayant entraîné des conséquences énormes dont l'aggravation de la pauvreté, le pillage, la mise à feu des structures économiques disponibles (marchés, magasins, boutiques, etc.), la fuite de certains investisseurs étrangers (Amos Cishunguluka Kanani, 2016)

Dans ce cadre, le lien entre crise et résilience économique devient essentiel. Les finances informelles ne représentent pas simplement un outil de crédit : elles deviennent des vecteurs de résilience pour les ménages. En période de guerre et d'instabilité, l'accès à un microcrédit ou à une épargne communautaire permet aux familles de réorganiser leurs moyens d'existence, d'investir dans des activités génératrices de revenus, de gérer leurs dépenses prioritaires, et de maintenir une certaine autonomie économique face à l'adversité (KotchiKoffi, 2023). Ces stratégies de survie illustrent la capacité d'adaptation des communautés locales à un environnement hostile, où la résilience économique se construit à partir de ressources limitées mais activées collectivement.

La présente recherche s'inscrit dans cette dynamique. **Elle propose d'analyser le rôle des associations de microcrédit dans le renforcement de la résilience des ménages face aux effets socioéconomiques de la guerre de l'AFC/M23 à Nyabibwe qui produisait déjà ses effets sur les agents économiques locaux depuis l'annonce de la prise de Goma et sa concrétisation par l'arrivée en place de ses combattants.**

En s'appuyant sur une approche empirique croisée à une lecture théorique, ce travail vise à éclairer la manière dont les finances informelles soutiennent les capacités d'adaptation, de relance et de transformation des ménages ruraux en contexte de conflit prolongé.

Nyabibwe est situé dans les collines fertiles près du lac Kivu et fait partie du groupement Mbinga Nord, chefferie de Buhavu en territoire de Kalehe, dans la province du Sud-Kivu, situé entre les capitales du Nord- et Sud-Kivu : Goma et Bukavu à 100KM départ et d'autre. Nyabibwe a été choisi comme cas d'étude car c'est un centre de plus de 20.000 habitants qui, a connu une forte transformation grâce à l'exploitation minière et qui est un cas flagrant de l'émergence d'associations de microcrédit.

L'économie locale a été paralysée par des conflits armés qui gangrène l'Est du pays depuis plus de deux décennies et qui se vit actuellement. La reprise qui est encore timide rencontre des contraintes d'ordre politique, social, économique, etc. (Godefroid Muzalia, 2022).

Face à ces difficultés et cherchant à réaliser une certaine résilience socioéconomique, la population du territoire de Kalehe en général et celle du centre de Nyabibwe en particulier se trouve alors en présence des quelques associations d'épargne et de crédit, auxquelles beaucoup de personnes et de ménages n'ont pas hésité d'adhérer. Ces structures financières à caractère

social véhiculent un discours dont le contenu peut se résumer en termes de stratégie de lutte contre la pauvreté (Guillaume Bisimwa Bahati, 2022). Leurs services consistent à accorder des crédits ou prêts aux individus, ménages : des microcrédits sont octroyés moyennant un certain nombre des conditions. Des garanties sous forme de caution, la définition claire de l'activité lucrative à entreprendre, etc. (KotchiKoffi, 2023). Malgré ces conditionnalités, il y a lieu de noter l'engouement de la population de Nyabibwe vers ces associations.

Départ ce contexte, le choix judicieux porté sur cette thématique n'a pas été un fait du hasard mais un résultat d'une longue observation et un raisonnement de plusieurs jours sur l'existence et le fonctionnement des associations de microcrédit dans cette partie de la province vis-à-vis de la situation dans laquelle plonge la population locale confrontée au sort des retombées de la guerre et des plusieurs catastrophes naturelles à la base des pertes en vies humaines, matérielles et financières ; Nyabibwe représente un cas typique d'une localité rurale en zone de conflit, où les structures de microcrédit jouent un rôle crucial. Elle permet d'observer : les capacités locales de résilience économique, le fonctionnement autonome des associations en contexte de guerre, la réalité des interactions entre conflit, vulnérabilité et finance communautaire.

C'est pourquoi nos questions de recherche pour ce travail d'étude se présentent comme suit : **les associations de microcrédit émergeantes à Nyabibwe contribuent-elles à renforcer la capacité de résilience de leurs ménages membres face aux effets socioéconomiques de la crise de l'AFC/M23 ?**

Quelles sont les stratégies de résilience (économiques, sociales) adoptées par les ménages membres d'associations de microcrédit pour faire face aux chocs liés au conflit ?

Par rapport au questionnement posé ci-haut, et en s'appuyant sur le travail scientifique de (Ahoyo, 2020), nous émettons les hypothèses selon lesquelles :

- L'appartenance à une association de microcrédit augmenterait significativement la capacité des ménages à faire face aux chocs économiques causés par la guerre à Nyabibwe ;
- Les ménages adopteraient des stratégies de résilience diversifiées, incluant l'adaptation de leurs activités économiques, la diversification des sources de revenus, le recours à la solidarité communautaire et familiale, et l'ajustement de leurs dépenses et du taux d'intérêt, la révision des règles face à l'insécurité et la crise économique.

Globalement cette recherche a pour objectif d'analyser le rôle que jouent les associations de microcrédit dans le renforcement de la résilience des ménages face aux effets de la guerre de l'AFC/M23 à Nyabibwe. Spécifiquement, cette recherche vise à :

- Identifier et décrire les impacts socio-économiques de la guerre de l'AFC/M23 sur les ménages membres d'associations de microcrédit et sur les opérations de ces associations à Nyabibwe.
- Décrire et analyser les stratégies de résilience mises en œuvre par les ménages membres d'associations de microcrédit pour faire face aux effets du conflit.
- Évaluer la nature et l'étendue de la contribution des associations de microcrédit au renforcement de la résilience de leurs membres en période de guerre.
- Dégager les défis rencontrés par les associations de microcrédit dans ce contexte de conflit et identifier les opportunités d'adaptation ou de renforcement de leur rôle.

Au regard de la thématique : **« La résilience des ménages membres d'associations de microcrédit face à la guerre de l'AFC/M23 à Nyabibwe »**, on réalise que ce travail est orienté dans le centre de Nyabibwe en territoire de KALEHE dans la province du Sud-Kivu, situé en Province du Sud-Kivu, République Démocratique du Congo, et cible la période allant de septembre jusqu'en octobre 2025, une période caractérisée par une crise grandissante multiformes due à la guerre du Mouvement du 23 mars et couvre le temps de nos enquêtes sur terrain.

Il est difficile voire impossible de prétendre réaliser une telle œuvre scientifique sans envisager une voie à suivre et d'appréhender efficacement son objet d'être. Pour affirmer, infirmer ou nuancer notre hypothèse, nous avons enquêté les ménages membres des associations de microcrédit et qui contractent des prêts pour leurs besoins socioéconomiques. Les données récoltées dans le cadre de notre étude ont été analysées l'aide du logiciel SPSS 25. Il s'agit donc d'une recherche exploratoire et descriptive, dans une perspective compréhensive : exploratoire, car le sujet est peu documenté localement, descriptive, pour rendre compte des faits observables (fonctionnement des associations des microcrédits, types de stratégies d'adaptation déployées par les ménages), Compréhensive, car elle tient compte du vécu subjectif des ménages et des dynamiques sociales ; au niveau de la collecte des données, le mode d'administration du questionnaire choisi est l'auto-administration.

Hormis l'introduction et la conclusion, l'ossature de ce travail s'articule autour de trois chapitres

- La première porte sur la revue de la littérature, lequel est à son tour scindé en deux sections dont la revue de la littérature théorique où nous explicitons les différents concepts de notre étude tels que définis par des auteurs qui se sont intéressés au microcrédit et la revue de la littérature empirique qui porte sur la présentation des certains travaux précédents, leurs objectifs et résultats ayant trait au domaine de la résilience des ménages, à la finance informelle et au microcrédit ;

- Le deuxième chapitre porte sur la présentation du cadre d'étude et l'approche méthodologique dans lequel nous décrivons la méthode de notre recherche et les techniques utilisées pour de traitement de données.
- Le troisième et dernier chapitre porte sur la présentation, interprétation, analyse et discussion des résultats.

Chapitre 1 REVUE DE LA LITTÉRATURE

Le microcrédit est un phénomène d'actualité. Son évolution au sein des économies des pays surtout dans les pays en voie de développement a fait d'elle un sujet de recherche important afin d'évaluer dans quelle mesure elle impacte les populations dans ces pays (Ahoyo, 2020). C'est dans ce sens que, dans le présent chapitre nous aurons à présenter une revue de la littérature théorique et empirique. Dans le premier point, il sera question d'expliquer certaines notions en rapport avec la finance informelle (les associations de microcrédit) et la résilience des ménages en situation de crise. Dans le second point, nous présenterons certains travaux des de différents auteurs ayant trait avec notre sujet de recherche, donner leurs objectifs, hypothèses et résultats.

Section 1. REVUE DE LA LITTÉRATURE THÉORIQUE

1.1.Définition des concepts clés :

Dans cette partie, il sera question d'expliquer les concepts de la résilience telle qu'exposée par la littérature et démontrée par certains auteurs.

a. La résilience des ménages :

Elle est usagée dans d'autres domaines simplement sous forme d'une métaphore mais cela traduit aussi des situations homothétiques liées à l'exposition prononcée à divers types de chocs (Norris F, 2008).

Cette notion de résilience renvoie à « la capacité d'une personne ou d'un groupe à se développer bien, à continuer à se projeter dans l'avenir en dépit d'événements déstabilisants, de conditions de vie difficiles, de traumatismes parfois sévères » (Théorêt, 2005).

S'il est vrai qu'il existe une myriade de définitions de la résilience différentes les unes des autres selon les différents contextes d'étude appréhendés par les auteurs intéressés, nous retenons ici en effet, **la résilience** comme une capacité ou un ensemble de capacités que possède un système (le système pouvant être un individu une communauté, un village, une ville, une forêt, un fleuve, etc.) qui lui permettent de faire face aux perturbations ou aux changements multidimensionnels (Talandier, 2021).

La résilience socio-économique peut ainsi signifier alors, la capacité d'un agent ou d'un groupe d'individus à faire face aux conséquences négatives des risques et des chocs sur leurs conditions de vie (Furaha Kasimu Clémence, 2023).

Magali T et Yatina Calixte quant à elles, la résilience économique désigne donc la capacité d'une économie locale à surmonter un choc (premier aspect), en absorbant, en s'adaptant ou en se transformant profondément (Talandier, 2021).

Ces risques peuvent être de nature démographique, économique, sanitaire, sociale etc.

Une organisation résiliente est une celle qui a conscience des risques qu'elle encourt et de ses possibilités d' agir sur ses potentialités dans le cadre de stratégies préventives d'autant plus que la résilience d' une organisation peut se définir comme étant la capacité de cette dernière à anticiper et à réagir de façon à se dégager d' une menace potentielle mais prévisible (Bienvenu Mokili Lilala, 2021). L' idée de cette définition est que l' organisation cherche à comprendre et à agir sur son environnement.

La notion de résilience d'une organisation vient compléter le concept de vulnérabilité des organisations en introduisant plus clairement l'action des personnes (membres) et le processus de conversion des potentialités en capabilités (Richemond, 2003).

En somme, nous voyons que la résilience socioéconomique renvoie à la capacité d'un ménage à absorber, s'adapter et se transformer face à un choc (conflit armé, perte de revenu, déplacement forcé) tout en préservant ou rétablissant son niveau de bien-être et sa trajectoire de développement.

b. La Microfinance et le microcrédit :

Le développement des institutions de microfinance, surtout dans les pays en développement est parfois associé à une amélioration des conditions de vie des ménages considérés comme pauvres. À ce titre, la microfinance est considérée comme un outil qui favorise l'inclusion financière et la réduction des inégalités sociales et économiques (Djibril.Faye, 2022). Cependant, l'application de son taux d'intérêt et des objectifs réellement poursuivis soulève de plus en plus des ambiguïtés qui renvoient à des allégations de détournement d'objectifs et d'endettement des pauvres (Geneviève, 2005).

La microfinance regroupe un ensemble de services financiers (microcrédit, épargne, assurance, transferts de fonds, etc.) fournis à des personnes exclues du système bancaire classique (Messomo, 2017). **Le microcrédit**, plus spécifiquement, désigne les petits prêts accordés à des ménages ou des individus à faible revenu en vue de soutenir une activité génératrice de revenus. Il s'agit d'un outil de développement économique et social permettant aux bénéficiaires d'accéder à des capitaux pour améliorer leurs conditions de vie (Tollenaere, 2002).

(MichelLelart, 2006), établit une nuance entre la microfinance, le microcrédit et la finance informelle. Microcrédit est un petit crédit d'un montant peu élevé, sensiblement inférieur au crédit qu'une entreprise ou un ménage peut solliciter d'une banque. La finance informelle (finance indigène parce qu'elle vient d'en bas, elle est une finance sur mesure) : c'est une pratique d'épargne et de crédit qui n'est pas obligée de respecter un cadre ou un schéma fixe. Les relations entre le débiteur et le créancier reposent sur la confiance, elles sont personnelles. Dans la finance informelle, il n'y a pas de conditions préétablies, pas de frais de gestion, pas de cadre fixe, pas de contrôle.

Plusieurs définitions permettent d'appréhender le concept de Microfinance. L'une de ces définitions est proposée par (Mohamed Labie, 2007). Celle-ci considère la microfinance comme l'octroi de services financiers (généralement du crédit et/ou de l`épargne) à des personnes développant une activité économique productive, le plus souvent de l'artisanat ou du commerce, et n`ayant pas accès aux institutions financières commerciales en raison de leur profil socio-économique.

Dans la littérature, il est facile d'amalgamer la microfinance et le microcrédit et de les utiliser indistinctement pour désigner un outil de lutte contre la pauvreté alors qu'il s'agit de deux notions distinctes. La microfinance peut être définie de façon restrictive ou extensible. Dans la définition restrictive, la microfinance s'assimile au microcrédit qui consiste à accorder un prêt de petit montant aux ménages ou aux personnes à faible revenu n'ayant pas accès aux prêts bancaires. Elle est une opportunité d'accès aux services financiers offerts aux personnes sans ressources pour leur permettre d'entreprendre une activité économique et améliorer ainsi leur existence (Atayi, 2025). L'exclusion de ces dernières de ces services constitue donc une entrave au développement et à l'émancipation. La définition classique ou restrictive du microcrédit cadre bien à notre recherche.

Le micro-crédit est facile à définir parce qu'il prend plutôt en compte le débiteur. La microfinance soulève plus de difficultés parce qu'elle prend aussi en compte le créancier et parce que le créancier est souvent une institution. Mais les institutions financières autres que les banques sont nombreuses dans la plupart des pays, elles ne font pas toutes de la microfinance et celles qui en font n'en font pas toutes de la même façon. Par contre, la définition de Messomo nous semble très exhaustive. Pour ce dernier «la microfinance se définit comme un ensemble de services financiers et non financiers constitué du microcrédit, de la micro-épargne, de la micro-assurance, des transferts de fonds, des services de conseil, de santé, de formation, de nutrition et de renforcement de capacités offerts aux populations pauvres, vulnérables et marginalisées des services bancaires traditionnels » (Messomo, 2017).

Selon cet auteur, la microfinance est constituée d'une diversité d'institutions d'essence mutualiste (mutuelles et coopératives), micro bancaire et à but non lucratif comme les organisations non gouvernementales (ONG). Ces institutions sont désignées sous le vocable d'IMF. Celle-ci renvoie à une organisation financière qui doit, à terme, couvrir ses dépenses et dégager une marge sans appui extérieur pour être viable et continuer à offrir ses services (IsmaïlaSENE, 2020). Elle offre des services financiers à des personnes à revenus modestes qui n'ont pas accès ou ont difficilement accès au secteur financier formel.

Nous pouvons dire au regard de cette littérature que la microfinance désigne un ensemble de services financiers et non financiers (micro-épargne, microcrédit, micro-assurance, transferts de fonds, formation) destinés aux populations exclues du système bancaire classique alors que

le microcrédit : prêt de faible montant destiné à financer une microentreprise ou une activité génératrice de revenu, souvent sans garantie collatérale formelle.

c. La finance informelle :

Ces sont des pratiques monétaires et crédit basées sur la confiance personnelle, non régulée par un cadre juridique fixe, caractérisée par des relations débiteur-créancier de proximité (caisses villageoises, tontines, mutuelles d'épargne) (Messomo, 2017).

Comme le souligne aussi Geneviève Marchand, que le secteur informel se compose d'entreprises industrielles et de micro-entreprises; le capital initial y est faible, la production se fait à une petite échelle et les opérateurs économiques, formés le plus souvent sur le tas, dont le niveau d'instruction est généralement bas, ne respectent point les dispositions légales en matière de salaire, d'emploi et de recrutement; leur conduites sont fortement déterminées par les relations sociales et des préoccupations de survie (Geneviève, 2005).

d. Les associations de microcrédit dans la finance informelle :

Les associations villageoises d'épargne et de crédit, tontines et autres groupes d'épargne sont des formes d'organisations communautaires relevant de la finance informelle. Elles reposent sur des logiques de solidarité, de confiance mutuelle et de proximité. Ces structures se développent souvent en dehors des circuits formels et permettent une inclusion financière adaptée au contexte socio-économique des populations rurales (MichelLelart, 2006)

1.2.Théorie de la résilience socio-économique des ménages :

a. Postulat :

La théorie de la résilience socio-économique postule que les systèmes sociaux et économiques (dont les ménages) disposent de capacités différenciées pour faire face aux chocs. Elle est généralement abordée selon quatre dimensions (Talandier, 2021) :

- **Résistance :** sensibilité initiale du revenu et de l'emploi à un choc exogène ;
- **Récupération :** vitesse et qualité du retour à l'équilibre antérieur ;
- **Réorientation :** adaptation structurelle (diversification des activités, recomposition sectorielle) ;
- **Renouveau :** capacité à générer un nouveau sentier de croissance post-choc.

La résilience peut s'expliquer en ces quatre dimensions précitées : la résistance, qui mesure la sensibilité en termes de revenu régional ou d'emplois face à un choc exogène ; la récupération qui mesure la rapidité de retour à l'équilibre ; la réorientation qui indique comment la région change après un choc en modifiant par exemple sa composition sectorielle, le renouveau qui est la capacité d'une économie à renouveler son sentier de croissance. Ces quatre dimensions ont été reprises par plusieurs auteurs pour analyser l'impact de la crise de 2008 sur les pays ou régions européennes.

b. Les facteurs de résilience

Martin et Sunley (2015) nous tracent trois grands ensembles de facteurs de résilience qui sont régulièrement admis pour qualifier la résilience économique des territoires.

- Le premier ensemble correspond aux **facteurs compositionnels**. Il s'agit de la structure ou composition sectorielle de l'économie locale, c'est-à-dire le mélange particulier d'activités économiques et le degré d'interdépendance entre elles. Une structure économique diversifiée est plus résiliente qu'une structure plus spécialisée, car les divers secteurs ont des sensibilités différentes aux changements des entreprises, des marchés d'exportation, des conditions monétaires (taux de change et taux d'intérêt), etc. À l'inverse, si une économie est hautement spécialisée, sa résilience dépend de la nature de sa spécialisation.
- Le second ensemble de facteurs de résilience se rapporte aux **facteurs collectifs**. Ce sont les caractéristiques et relations entre les entreprises et marchés du travail local qui font émerger des cultures et des environnements économiques particuliers.
- Le troisième ensemble de facteurs de résistance aux chocs concerne **les facteurs contextuels ou facteurs macroéconomiques de transmission de la crise**. Ce sont non seulement les contextes locaux institutionnels et de gouvernance, mais aussi les déséquilibres macro-nationaux. On peut noter par exemple comme facteurs aggravant, l'important déficit de la balance courante ou une grande ouverture au commerce (ex. exportations considérables vers les marchés émergents, solde net très positif d'investissements directs étrangers) (Martin R, 2015)

Ce troisième facteur indique que les territoires ayant un degré d'urbanisation élevé subissent les conséquences les plus immédiates d'un choc. En revanche, les deux premiers facteurs expliquent leur capacité à s'adapter très rapidement. Dans un contexte d'après-guerre, les ménages exposent leur résilience à la fois aux pertes d'actifs (bétail, terres), à l'inflation et aux disparités d'accès aux services. Leur capacité de renouveau dépend alors de l'efficience des mécanismes financiers informels et des réseaux communautaires de solidarité.

1.3. Théorie de la finance informelle :

La finance informelle regroupe les dispositifs d'épargne et de crédit communautaire fonctionnant en dehors du système bancaire classique. Ces dispositifs sont caractérisés par l'absence de garanties, la souplesse des conditions d'accès, des taux d'intérêt modérés et des relations basées sur la confiance (Michel Lelart, 2002). Ils sont généralement adaptés aux contextes locaux, en particulier en milieu rural, et favorisent l'accès aux services financiers pour les couches vulnérables de la population (Messomo, 2017) et (Atayi, 2025). Ce sont :

- **Les tontines et caisses villageoises :** épargnants qui se relaient pour obtenir un prêt, sans cadre légal contraignant.

- **Les mutuelles d'épargne :** institutions nées de modèles européens, combinant épargne et crédit à taux modérés.

LELART nous démontre que par rapport à la finance moderne ou institutionnelle, la finance informelle peut se décliner en ces évidences :

Il n'y a *pas de conditions préétablies* : Dans les associations mutuelles, les membres se donnent eux-mêmes leurs règles, ils désignent leur président, ils constituent un comité, ils prévoient les sanctions, ils choisissent comment déterminer l'ordre des levées.

Il n'y a *pas de frais de gestion :* L'administration est réduite au minimum ; quelquefois un cahier où sont inscrits les noms et les sommes versées et rendues. Les seuls frais sont les boissons qu'on achète avant chaque réunion de l'association. Il n'y a pas davantage de personnel rémunéré.

Il n'y a *pas de cadre fixé :* Les associations peuvent regrouper quelques membres ou quelques centaines et durer quelques semaines ou plusieurs années. L'ordre des levées peut être déterminé de plusieurs façons, y compris par enchères. Des sous-groupes peuvent être constitués.

Il n'y a *pas de contrôle :* Comme elles reposent toutes sur des relations personnelles, ces pratiques sont vécues quotidiennement par la population et, dans une large mesure, collectivement entre les membres des groupes. Les opérations qui s'ensuivent ne peuvent être isolés facilement de l'activité économique aussi bien que sociale des uns et des autres.

Toutefois la finance informelle repose sur le principe de garantie solidaire (groupes de caution mutuelle) et la flexibilité des montants et des échéances et souligne le rôle social et économique de la finance informelle en comblant souvent l'absence ou la rigidité des banques, en favorisant l'accès rapide à des liquidités, l'absence de frais de gestion et de conditions préétablies, mais pointe le risque de surendettement en l'absence de régulation (MichelLelart, 2006).

- **Lien théorique entre résilience et finance informelle :**

Les dispositifs de finance informelle, tels que les AVEC, jouent un rôle essentiel dans le renforcement de la résilience des ménages. Ils permettent un accès rapide à des ressources financières pour faire face à des besoins urgents (maladie, conflit, famine, perte d'activité, etc), renforcer les activités économiques et amortir les chocs (Kacou-Amondji, 2011). Ces dispositifs encouragent également la solidarité communautaire et favorisent l'autonomisation économique, en particulier chez les femmes.

Dans un contexte de guerre prolongée, comme à Nyabibwe, les associations de microcrédit deviennent des piliers de la résilience communautaire. Elles permettent non seulement la survie

individuelle, mais aussi le maintien d'un tissu économique local de base, en soutenant les activités de subsistance et en consolidant le lien social.

1.4. Les associations de microcrédit dans la finance informelle :

Le microcrédit est l'outil de microfinance le plus répandu mais aussi le plus populaire, car il répond aux besoins des populations, en ressources financières. Il a pris son essor dans les années 70 sous la houlette de Muhammad Yunus, un économiste bangladais, qui créa la Grameen Bank, en 1983, dans le but de répondre aux besoins en ressources financières des populations locales, et particulièrement des femmes bangladaises. Son initiative a commencé par le prêt d'une somme d'environ 27$ de l'argent à des personnes a priori insolvables selon les banques. Le taux de remboursement fut de 100% et cette expérience révélatrice des capacités entrepreneuriales des femmes, mais aussi de leur fiabilité, est devenue une source d'inspiration ainsi que le symbole d'un succès qui suscite un engouement international pour le microcrédit (Kacou-Amondji, 2011).

Le microcrédit devient donc par excellence l'outil pour lutter contre la pauvreté. C'est ainsi que : « les Nations Unies ont proclamé 2005 l'Année internationale du microcrédit (AIM), dont l'objectif est d'éradiquer la pauvreté, d'encourager les partenariats entre les institutions financières afin de fournir des services adéquats aux plus démunis et d'évaluer le rôle de la microfinance dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) » (Ahoyo, 2020).

On a l'habitude de distinguer quatre catégories d'institutions (Michel Lelart, 2002).

- **Ce sont *les mutuelles d'épargne et de crédit,*** créées à partir d'un modèle bien connu imaginé il y a plus d'un siècle en Europe et au Canada pour lutter contre l'usure et proposer aux paysans des crédits à des taux convenables. Elles se sont implantées en Afrique beaucoup plus tardivement, mais elles collectent davantage d'épargne qu'elles n'accordent de crédits.
- **Ce sont *les caisses villageoises* créées au niveau des villages** à partir des besoins, des habitudes et des idées des populations locales. Elles sont autogérées, elles n'adoptent pas le schéma des coopératives et elles ne s'organisent pas en réseau. Elles équilibrent davantage la collecte de l'épargne et l'octroi de crédits.
- ***Ce sont les expériences de crédit direct*** ou les programmes d'appui au micro-crédit qui sont généralement financés par des organisations étrangères et gérées par des ONG locales. Ils ne lient pas le crédit à l'épargne, mais ils cherchent souvent à susciter une épargne locale qui prenne peu à peu le relais de l'aide extérieure.
- **Ce sont enfin *les projets à volet crédit,*** financés et gérés comme les précédents, mais dont l'activité principale est toute autre. Cette fois l'octroi d'un crédit vient en complément

d'une action en faveur des petites entreprises, de groupes d'artisans ou de femmes… ou dans le domaine de la formation, de la gestion, de la santé, …

a. L'objectif du microcrédit

Les raisons du recours au microcrédit ne sont pas seulement d'ordres sociaux. Sur le plan économique, il peut s'agir par exemple du besoin de financement pour se lancer dans l'entrepreneuriat afin d'améliorer sa condition de vie, le fait de saisir une opportunité d'affaire, de démarrer ou renforcer une activité génératrice de revenu ou une très petite entreprise (Ahoyo, 2020).

L'objectif du microcrédit est encore défini comme sa destination ou l'utilisation qui en est faite. À ce sujet, son utilisation à d'autres fins autres que celle pour laquelle il est destiné (investissement dans une AGR) s'entend comme un détournement de ce dernier ou de son objectif. Il en est ainsi par exemple de la récupération du crédit par le conjoint de l'emprunteuse ou de son partage avec l'homme. L'usage du prêt dans la consommation du ménage ou pour juguler une situation inattendue et la consécration exclusive du revenu issu de l'activité aux dépenses de la famille influencent les impacts du crédit en ce sens que ces attitudes de détournement du crédit peuvent engendrer des effets négatifs ou mitigés sur l'amélioration des conditions d'existence des emprunteurs en situation de pauvreté (Atayi, 2025).

Parmi les différentes conceptions des objectifs du microcrédit, nous retenons bien évidemment celui s'inscrivant dans une perspective économique visant le financement de l'entrepreneuriat des personnes en situation de pauvreté et non l'utilisation du prêt dans les dépenses du ménage ou pour résoudre les problèmes familiaux. Ce choix s'explique par le fait que logiquement, l'investissement du micro-prêt dans une activité rentable doit être primordiale, ce qui rendrait possible par la suite le second objectif c'est-à-dire l'utilisation du revenu ou du bénéfice qui en est issu pour améliorer le bien-être. Sans quoi, le contraire ne permettrait pas d'atteindre durablement ladite amélioration.

b. Classification de microcrédit

En soulignant le mode d'accès, le microcrédit s'octroie généralement par différentes institutions pouvant être classées selon trois grands types : Les caisses locales et réseaux d'épargne et de crédit ; les banques de microfinance ; les ONG, les fondations et autres organisations (Kacou-Amondji, 2011).

(Guérin, 2002) Propose deux catégories de microcrédit : individuel et collectif :

- **Le crédit individuel :** Il est accordé à une personne à faible revenu, ou à un entrepreneur disposant déjà d'une entreprise. L'emprunteur est le seul responsable du remboursement du prêt contracté. En y accédant il peut créer une micro-entreprise, agrandir une entreprise déjà existante ou augmenter le volume de ses affaires. Le crédit individuel est généralement accordé

à des personnes qui n'ont pas d'épargne et ne présentent pas de garanties suffisantes pour que les banques classiques leur accordent un prêt.

- **Le crédit collectif :** Contrairement au crédit individuel, le crédit collectif est accordé à un groupe de personnes qui font office de caution solidaire. Cette formule consiste à octroyer un microcrédit, non pas individuellement à chaque demandeur, mais à un groupe dont les membres sont solidairement responsables du remboursement du prêt par l'ensemble du groupe Le crédit collectif s'adresse à des groupes, d'environ cinq personnes et plus, dont les membres se portent mutuellement garants du crédit contracté. En cas de défaut de paiement de l'un des membres, les autres membres doivent endosser la responsabilité du remboursement. Cet engagement collectif fait office de garantie ou encore de caution solidaire. À l'inverse du crédit individuel, le crédit collectif présente davantage de garanties car le groupe représente une pression sociale sur chacun de ses membres. De nombreux groupes de femmes se sont formés dans plusieurs pays pour bénéficier de cette forme de crédit.

c. Conditions d'emprunt

La notion des conditions d'emprunt sous-entend plusieurs interprétations dont principalement : les montants des crédits, le taux d'intérêt, les échéances des crédits. En effet, ce sont toutes ces variables qui entrent en jeu lors des demandes d'octroi des crédits. Mais dans notre contexte nous nous intéresserons aux plus importantes citées plus haut.

En ce qu'il s'agit des taux d'intérêt, ils sont définis comme étant le pourcentage versé par l'emprunteur à l'emprunté. Selon les économistes de l'école néoclassique, le taux d'intérêt est la rémunération de l'abstinence : celui qui prête renonce à une consommation immédiate pour épargner. Le taux d'intérêt devient le prix du temps, la récompense de l'attente. Ce pourcentage dans les structures de microcrédit est perçu comme étant élevé pour la conjoncture ciblée qu'est les pauvres. Les individus donc étant nécessiteux trouvent facilement une échappatoire dans les microcrédits pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille mais finissent endettés et même surendettés dans certains cas, du fait qu'ils n'arrivent pas à joindre les deux bouts et payer en même temps les intérêts.

Il faut donc évaluer comment les taux d'intérêts sont calculés à travers les normes internationales de crédit et surtout dans le microcrédit : les programmes de crédit également, mais aussi et surtout l'encadrement prévu pour aider les populations à payer les intérêts afin que tout le monde puisse être satisfait.

Concernant les échéances des crédits, ils pourraient être expliqués comme la date limite à laquelle le crédit devrait être remboursé (Ahoyo, 2020).

Section 2. REVUE DE LA LITTÉRATURE EMPIRIQUE

La thématique traitant de la résilience des ménages et de l'impact des associations de microcrédit est complexe et multidimensionnelle. L'objectif de notre recherche étant d'analyser le rôle que jouent les associations de microcrédit dans le renforcement de la résilience des ménages face aux effets de la guerre de l'AFC/M23 à Nyabibwe et n'étant pas le premier à traiter sur ce sujet dans le domaine des sciences économiques ou sociales, nous présentons dans cette section différents travaux de différents auteurs qui s'étaient intéressés à ce sujet sélectionnés au regard de la pertinence et des résultats de leurs travaux.

- **AWA DIOUF, YORO DIALLO, MOUHAMADOU FALLILOU NIDYA ET IBRAHIMA HATHIE ont mené une recherche en 2021 portant sur les « Déterminants de la résilience alimentaire des ménages face à la covid-19 : cas de la zone des Niayes au Sénégal »** Ce travail visait à générer des connaissances et des outils d'aide à la décision afin d'améliorer les mécanismes de protection sociale, notamment la distribution d'aide alimentaire d'urgence ; et de renforcer les systèmes alimentaires locaux dans les Niayes. Cette étude met en exergue les déterminants de la résilience des ménages de la zone des Niayes, en particulier les ménages agricoles, durant la première vague de la Covid-19 au Sénégal. Pour ce faire, les auteurs avaient appliqué un modèle probit ordonné à des données d'enquêtes de terrain auprès d'un échantillon de 443 ménages représentatif de la zone des Niayes. Leurs hypothèses s'énonçaient de la sorte : La diversification du portefeuille de revenus rend les ménages moins vulnérables aux chocs sur certaines activités et Plus un ménage dépense sur son alimentation, plus il devrait être résilient pour la quantité et la qualité des repas ; Une augmentation des prix baisse l'accès des ménages aux biens alimentaire et une augmentation des intrants baisse la production et impacte négativement la résilience alimentaire des ménages ; Les périodes avec moins de restrictions devraient positivement impacter la capacité de résilience des ménages et inversement.

Les résultats de cette étude montrent que les ménages vulnérables ont encore plus été touchés par les effets négatifs de la Covid-19. Ceci est confirmé par l'inefficacité des mesures endogènes de résilience comme la diversité des sources de revenus et les transferts de migrants. En effet, les mesures restrictives ont causé une baisse des activités et la perte de beaucoup d'emplois. En outre, les effets négatifs de la crise sur les pays de provenance des transferts de migrants ont causé une baisse des flux de transfert, ce qui a rendu inefficace cette stratégie souvent employée par les ménages en période de crise. Ainsi, les ménages ont dû compter sur les mécanismes de résilience exogènes pour améliorer leur résilience alimentaire face à la pandémie et aux mesures restrictives. Cependant, ces mesures n'ont pas toutes permis aux ménages de la zone des Niayes de garder leur situation alimentaire d'avant crise. Leur niveau d'efficacité dépend de la forme de l'aide, mais également de la période de mise en place. En

effet, les ménages de l'échantillon sont majoritairement des ménages agricoles et l'on remarque que les aides mises en place pour les assister durant la période de soudure, qui a été particulièrement rude à cause des mesures restrictives, ont eu un impact positif sur leurs capacités de résilience face à la Covid-19, il s'agit du programme de transfert d'argent d'ARC-Replica, mais également l'aide alimentaire mise en place par le Commissariat à la sécurité alimentaire. Par conséquent, ces auteurs soulignent que ce n'est pas seulement la forme de l'aide qui est déterminante de la résilience, mais également les objectifs et la période de mise en place qui doivent être conformes aux attentes et aux besoins de la population visée. Ainsi, les aides mises en place en faveur des ménages agricoles semblent plus pertinentes quand elles les accompagnent pour la période de soudure.

Le Covid-19 est un choc exogène temporaire ; la guerre à Nyabibwe est multidimensionnelle (sécuritaire, économique, sociale), ce qui requiert une analyse de la résilience plus holistique.

Cette revue de la littérature met en lumière l'importance cruciale des associations de microcrédit comme catalyseurs de résilience économique et sociale. Sur le plan théorique, les concepts de résilience et de finance informelle révèlent une interaction dynamique entre les capacités internes des ménages et les ressources communautaires disponibles.

Sur le plan empirique, les études analysées montrent que le microcrédit peut améliorer les conditions de vie des bénéficiaires, mais que son efficacité dépend du contexte, du cadre de mise en œuvre, et de la capacité des ménages à l'intégrer dans une stratégie de long terme.

Toutefois, un vide demeure dans les recherches portant spécifiquement sur les ménages membres d'associations de microcrédit en contexte de conflit armé prolongé. C'est cette lacune que notre étude à Nyabibwe ambitionne de combler, en analysant de manière ciblée comment ces associations influencent la résilience des ménages face aux effets multidimensionnels de la guerre de l'AFC/M23.

- **AMISI AMANI Elie et ELIAS BASHIMBE Raphael ont mené une étude en cette année 2025 sur « L'Analyse économétrique des déterminants de la résilience économique des ménages face à la crise M23 dans la ville de Bukavu ».**

Face aux chocs multiples engendrés par la crise sécuritaire du M23 en 2025, cette étude vise à analyser économétriquement les déterminants de la résilience économique des ménages urbains de la ville de Bukavu.

L'étude repose sur un échantillon de 66 ménages sélectionnés dans les trois communes de Bukavu. Un indice de résilience économique (IRE), construit à partir d'indicateurs de consommation, d'adaptation, d'accès à l'alimentation et aux services, a servi de variable dépendante dans un modèle de régression linéaire multiple estimé par la méthode des moindres

carrés ordinaires. L'analyse a été validée par des tests économétriques standard (Jarque-Bera, VIF, Durbin-Watson, RESET, CUSUM).

Les résultats montrent que la capacité d'adaptation des ménages est le principal facteur déterminant de la résilience économique (β = 0,339 ; p = 0,006). Le niveau d'éducation exerce un effet positif modéré (β = 0,068 ; p = 0,099), tandis que la source principale de revenu (β = -0,100 ; p = 0,070) et l'accès à l'alimentation (β = -0,138 ; p = 0,059) influencent négativement la résilience. Le modèle est significatif à 10 % (F = 2,21 ; p = 0,078) avec un R^2 de 0,126, indiquant une variance modérément expliquée, mais une stabilité des paramètres confirmée. Ils concluent en appuyant que **l**a résilience économique des ménages face à la crise M23 dépend fortement de leur capacité à s'adapter, de leur niveau d'instruction et de la stabilité de leurs moyens de subsistance. Il est recommandé de soutenir l'autonomisation économique, l'accès à l'éducation et la sécurité alimentaire pour renforcer durablement cette résilience.

Contrairement à l'étude d'Amisi et Elias (2025) qui analyse de manière globale les déterminants de la résilience économique des ménages urbains à Bukavu face à la crise du M23, notre recherche se distingue par son ancrage en milieu rural directement affecté par les conflits armés, à savoir Nyabibwe. L'originalité de ce travail réside dans sa focalisation sur les ménages membres des associations de microcrédit, afin d'examiner comment ces structures de finance communautaire contribuent à la résilience socioéconomique en situation de guerre. Ce positionnement permet de combler une lacune de la littérature en mettant en lumière le rôle du microcrédit local comme levier endogène d'adaptation et de survie collective face aux chocs sécuritaires.

- **Guillaume BISIMWA BAHATI, Gloire GANZA KABIKA, TULINA BOMUGABE MarieJeanne et Jeannière TUMUSIFU MANEGABE** dans leur étude portant sur « **L'approche association villageoise d'épargne et de crédit et l'autonomisation socioéconomique des femmes en milieu rural. Cas de groupement de Buzi, en chefferie de Buhavu » (2022).** L'objectif global poursuivit par cette étude est d'établir le lien entre les AVEC et l'autonomisation socioéconomique des femmes dans le groupement de Buzi. Cette étude cherchait à présenter un aperçu sur les (AVEC) dans le groupement de Buzi ; Mener une enquête aux fins d'établir le lien entre la fonctionnalité des AVEC et l'autonomisation des femmes de Buzi et proposer les perspectives d'avenir pour des AVEC porteuses en vue d'une meilleure autonomisation des femmes de Buzi. Partant des hypothèses selon lesquelles : Les AVEC mises en place dans le groupement de Buzi permettraient aux femmes de renforcer leur autonomisation socioéconomique à travers une mobilisation des fonds qui leur permette d'accéder aux crédits pour le développement des AGR et de se constituer des petites épargnes. Pour la vérification de leurs hypothèses ils avaient fait recours à la méthode struro-fonctionnelle soutenue par les techniques, d'enquête, interview, observation. Les résultats disent que les

AVEC en elles seules ne peuvent pas conduire la femme à son autonomisation, il est vrai que seule l'AVEC ne peut pas conduire la femme à son autonomisation mais fait partie des éléments pouvant la conduire à cette autonomisation vue que cette dernière répond à un pilier parmi les 4 piliers de l'autonomisation de la femme.

Notre recherche trouve sa pertinence dans le fait que Contrairement à leur étude centrée sur les femmes, notre recherche s'intéresse à l'ensemble des ménages dans un contexte de conflit et contrairement à Buzi, Nyabibwe combine choc-armé et chute de l'économie locale et des acteurs ; l'impact des AVEC y est potentiellement plus volatile et dépend fortement du retour d'une gouvernance locale stable.

- **NKWAHATA MANGATA LEPRINCE, BAKU NZOAU GERTRUDE, LONZO LUBU GASTONFILS avaient menés une recherche sur « Incidence de la microfinance sur la réduction de la pauvreté en république démocratique du Congo : cas de Finca » (2024).**

L'objectif poursuivi par leur recherche est celui d'évaluer l'efficacité des programmes de microfinance de FINCA à Kinshasa en termes de leur capacité à réduire la pauvreté et à promouvoir l'inclusion financière. RDC. Pour y parvenir, les auteurs avaient développé deux hypothèses spécifiques à savoir, le microcrédit a un impact positif sur la croissance des microentreprises dans la ville de Kinshasa ; les bénéfices du microcrédit accordé par les institutions de microfinance (IMF) aux pauvres leur permettent de subvenir aux besoins de leur famille.

Ainsi, grâce à la méthode basée sur l'analyse des propriétés de base combinée de l'analyse de contingence au moyen de la statistique de Khi-deux, ils avaient sélectionné 64 clients répartis dans 4 Sites pour la période allant du 16 au 27 Janvier 2024 à l'issue de laquelle des données obtenues et de l'analyse statistique avec le logiciel SPSS avait leur permis de constater ce qui suit : 82,8% des sujets enquêtés affirment que les microcrédits impactent positivement la croissance des activités génératrices de revenus ; 84,4% des sujets enquêtés affirment qu'ils obtiennent un bénéfice après remboursement du crédit ; plus de 80% des sujets enquêtés affirment qu'avec le bénéfice issu des activités financées par les microcrédits, ils arrivent à couvrir en grande partie les charges familiales. En d'autres termes, la microfinance reste un moyen qui soulage tant soit peu la misère de la population pour un gouvernement incapable d'assurer le bien-être social de sa population ; car pour les plus pauvres, la microfinance à elle seule ne suffit pas à les sortir de cette situation. Une surveillance continue est donc nécessaire. La croissance économique et la réduction de la pauvreté ne peuvent être discutées sans parler de confiance. Les décisions sur cette question sont donc extrêmement importantes.

Toutefois, l'étude porte sur un environnement urbain relativement stable, ce qui diffère de notre terrain de recherche rural caractérisé par une instabilité chronique sécuritaire et économique et

la structure formelle de FINCA diffèrent des pratiques informelles et communautaires de Nyabibwe, où l'instabilité sécuritaire pèse sur la continuité des remboursements.

- **AMADOU BELLA BARRY dans sa thèse intitulée « Les pratiques de microcrédit dans les pays du Sud versus les pays industrialisés : une analyse théorique » 2013** où l'objectif primordial était de contribuer, d'un point de vue théorique, à la compréhension des raisons du succès très médiatisé du microcrédit dans les pays du Sud afin d'analyser les conditions de son efficacité pour les pays du Nord. D'un point de vue méthodologique, la thèse part d'une description des pratiques observées sur le terrain pour aboutir à une analyse théorique pour chacune des parties. Le travail est entamé par une présentation, suivie d'une analyse des facteurs déterminants du succès de ces expériences pionnières.

Ainsi, ses premiers résultats avaient montré que la pratique du microcrédit, principalement basée sur la modalité de prêt collectif, c'est-à-dire des contrats de prêt de groupe assorti de clause de coresponsabilité entre les membres, est particulièrement efficace sur au moins trois aspects :

- D'abord, sur la capacité à atteindre les populations pauvres. La pertinence de l'outil pour la lutte contre la pauvreté est indéniable, à condition qu'il ne soit pas pervertis. Plus précisément, il ne doit pas être utilisé comme un moyen déguisé pour enrichir uniquement quelques-uns de ses promoteurs aux dépens des pauvres, car il faut bien reconnaitre que le microcrédit est avant tout un business rentable. En revanche, il faut tout aussi reconnaitre que face aux populations pauvres des pays du Sud, la pratique du microcrédit de type collectif, en faisant jouer la solidarité de groupe librement formé, a favorisé leur accès au crédit et pour certains, a engendré une nette amélioration de leurs conditions de vie (augmentation sensible du revenu familial, accès à certains soins ou la scolarisation des enfants…).
- Ensuite, il faut souligner l'habilité des IMF qui, mieux que les banques, sont capables de gérer ce type d'opérations de crédit qui relèvent de la gestion d'information soft en réduisant leurs coûts de gestion qu'elles reportent au groupe formé par auto sélection.
- Enfin, les taux de remboursement observés sont exceptionnels, souvent proches des 100%, même si cela ne présume en rien de la supériorité du microcrédit de type collectif sur le microcrédit de type individuel.

Les conclusions de son modèle théorique ont permis alors de souligner les résultats
Suivants :

1. Les effets de l'encadrement couplé au microcrédit sont mitigés (ou ambigus) sur la demande de financement et sur l'offre de financement réellement distribué. Ce caractère ambivalent de l'encadrement s'explique par le fait que la prise en compte de son coût par l'IMF oblige cette dernière à le répercuter sur son taux d'intérêt qui augmente, ce qui affecte négativement la demande globale de financement qui s'adresse à elle.

2. En l’absence de mécanismes de sélection efficaces, mettre en place des services d’accompagnement couplés à l’offre de microcrédit peut indirectement contribuer à accroitre les inefficiences dans l’économie (voir les propositions 5 et 6), ce qui correspond à des conséquences négatives inattendues (ou effets pervers) liées à l’offre de services d’accompagnement.

Barry ne traite pas des chocs de guerre ; son modèle collectif éclaire cependant notre démarche selon laquelle la solidarité des groupes à Nyabibwe peut atténuer le risque de défaut en contexte post-conflit.

Chapitre 2 : MILIEU D'ETUDE ET APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Ce chapitre présente le cadre géographique et méthodologique de la recherche. Il se divise en deux sections complémentaires.

La première section décrit le **milieu d'étude**, à savoir le centre de Nyabibwe marqué par une instabilité chronique liée aux conflits armés. Ce contexte socioéconomique difficile, caractérisé par le déplacement des populations, la désorganisation des structures traditionnelles et l'effondrement des services publics a favorisé l'émergence des associations villageoises d'épargne et de crédit comme mécanismes locaux de résilience.

La seconde section expose **l'approche méthodologique** adoptée pour analyser le rôle de ces associations dans la résilience des ménages. Elle détaille le contexte de recherche, les techniques d'échantillonnage, les outils de collecte de données et les variables étudiées et les le traitement des données.

2.1. Présentation de la zone d'étude

Le centre de Nyabibwe, situé dans le territoire de Kalehe (province du Sud-Kivu, RDC), se trouve au cœur d'une région marquée par plus de vingt ans de conflits armés et d'instabilité chronique. Géographiquement, Nyabibwe s'étend sur des collines fertiles bordant le lac Kivu, à mi-distance entre les villes de Goma et de Bukavu (± 100 km). Son économie locale repose essentiellement sur l'exploitation artisanale des ressources minières, l'agriculture vivrière et le commerce de proximité (Godefroid Muzalia, 2022).

Sur le plan sociodémographique, la population de Nyabibwe est estimée à plus de 20 000 habitants répartis en ménages agricoles, exploitants miniers et petits commerçants. Le tissu social, longtemps structuré par les chefferies traditionnelles (chefferie de Buhavu, groupement Mbinga Nord), connaît une désorganisation croissante sous l'effet des déplacements massifs, de l'effondrement des infrastructures publiques (routes, écoles, centres de santé) et du manque d'emploi formel (Guillaume Bisimwa Bahati, 2022).

La situation sécuritaire est caractérisée par des affrontements récurrents entre le l'AFC/Mouvement du 23 mars, l'Armée congolaise (FARDC) et divers groupes armés locaux. Depuis septembre 2024, la recrudescence des hostilités a provoqué de nouvelles vagues de déplacements internes, coupant de nombreux villages de leurs marchés et limitant l'accès aux services financiers formels. Dans ce contexte, les associations villageoises d'épargne et de crédit se développent comme relais informels de financements, jouant un rôle désormais central dans la résilience économique des ménages.

2.2. Approche méthodologique

1) Contexte de recherche

Cette recherche adopte un paradigme mixte quantitatif visant à croiser des données chiffrées pour mieux comprendre le rôle des associations de microcrédits dans la résilience socioéconomique de la population rurale. Cette approche quantitative permet de mesurer statistiquement l'impact des variables financières (montant du crédit, fréquence des remboursements) sur la résilience économique (capacité à honorer les besoins de base, relancer une activité) tout en mettant un accent sur les perceptions, stratégies et pratiques sociales y afférentes.

L'étude se déploie selon un style exploratoire et descriptif :

- **Exploratoire :** nous avons essayé de parcourir les différentes associations de microcrédit à Nyabibwe, faire une identification des dynamiques locales de solidarité et de crédit.
- **Descriptif :** par une évaluation des stratégies de résilience adoptées par les ménages membres, à partir de questionnaires standardisés et ciblés.

2) Justification méthodologique

Le contexte de guerre et d'insécurité nécessite une enquête flexible pour s'adapter aux accès fluctuants aux villages, cependant Les méthodes évoquées ci-haut permettent de combiner la des données statistiques et profondeur analytique, indispensables pour comprendre un phénomène complexe comme la résilience en zone de conflit.

3) Population d'étude et détermination de l'échantillon

La population étudiée est composée de ménages membres d'au moins une association de microcrédit à Nyabibwe, ayant contracté un microcrédit ou ayant épargné une certaine somme d'argent durant la période de notre d'étude.

- **Taille de la population et unité d'analyse**

Notre recensement local auprès des responsables d'associations par le billet des registres d'adhésion et de participation aux activités fait ressortir au-moins 407 ménages affiliés à quatre principales associations des microcrédits du centre et d'autres qui émergent au quotidien. L'unité d'analyse est le ménage, défini comme un groupe de personnes partageant le même toit et un budget commun.

- **Calcul de la taille de l'échantillon**

Pour déterminer la taille de l'échantillon nécessaire à cette étude, nous avons eu recours à la formule de **Cochran (1977),** adaptée aux contextes de recherche pour une population finie. Elle

est particulièrement recommandée lorsque la population cible est connue et limitée, ce qui est le cas dans notre étude où le nombre total de ménages membres d'associations de microcrédit à Nyabibwe est estimé à 407 (Cochran, 1977).

La formule initiale de **Cochran** pour une population infinie est la suivante :

$$n = \frac{Z^2 \times p \times (1 - p)}{e^2}$$

Avec :

— n = taille de l'échantillon ;
— Z = valeur de la loi normale pour un intervalle de confiance donné (1,96 pour 95%) ;
— p = proportion estimée de la population ayant la caractéristique étudiée (souvent 0,5 si inconnue) ;
— e = marge d'erreur souhaitée (généralement 0,05 soit 5%).

Ce calcul donne :

$$n = \frac{(1{,}96)^2 \times 0{,}5 \times (1-0{,}5)}{0{,}05^2} = \frac{3{,}8416 \times 0{,}25}{0{,}0025} = 384 \text{ menages.}$$

Mais comme la population totale est finie (N = 407 ménages), nous avons ajusté cette valeur à l'aide de la formule suivante comme **Cochran** le propose :

$$nf = \frac{n}{1 + \left(\frac{n - 1}{N}\right)}$$

$$nf = \frac{384}{1+\left(\frac{383}{407}\right)} = \frac{384}{1{,}9410319410} = 197{,}832 \approx 198$$ Ménages où chacun d'eux constitue un individu d'enquête pour notre recherche.

Où N est la population totale et *nf* est la taille de l'échantillon de la population finie.

Ainsi, la taille minimale théorique à interroger était de 198 ménages. Cependant, pour des raisons méthodologiques et pratiques, nous avons maintenu l'échantillon de 198 ménages, ce qui correspond en réalité à une couverte quasi-exhaustive de la population cible. Ce choix accroît la précision statistique de l'étude et permet une analyse plus fine des déterminants de la résilience en contexte de conflit.

Voici en représentativité la répartition de notre échantillon selon la grandeur de cheque association :

Tableau 1. Répartition de l'échantillon selon la taille de chaque association

Association	Nombre total de membres (N)	Proportion (%)	Nombre à enquêter (n = 198 × proportion)

AJUDI	103	25,50%	198 × 0,255 = **50,49 ≈ 50**
APUDD	111	27,50%	198 × 0,275 = **54,45 ≈ 54**
USDD	92	22,80%	198 × 0,228 = **45,14 ≈ 45**
UFNM	94	23,30%	198 × 0,233 = **46,13 ≈ 46**
Total	**400**	**99,10%**	**195 enquêtés**
AUTRE	7	0,90%	**0 (réserve méthodologique)**
Total général	**407**	**100%**	**198 enquêtés**

Notre conception dans Excel

- **Procédure d'échantillonnage :**

Nous avons procédé par une subdivision par quotas selon la taille de chaque association. Au sein de chacune des associations nous faisons l'échantillonnage aléatoire simple afin de nous permettre un tirage au sort des ménages sur la liste des membres fournie par les responsables des associations suivi d'un ajustement en cas d'absence ou de refus de participation ce qui débouchait à un remplacement par un ménage suivant dans la liste.

4) Variables de l'étude :

Nous avons recensé les variables suivantes sur lesquelles porte cette recherche :

1. **L'appartenance à une association de microcrédit (Variable indépendante) :**

C'est la variable indépendante qui mesure l'adhésion ou non à une structure d'épargne et de crédit communautaire. Elle sert à estimer l'effet différentiel de la participation à un microcrédit sur la résilience.

2. **La Résilience des ménages (Variable dépendante) :**

C'est la variable centrale, mesurée à travers un indice composite basé sur : la capacité à maintenir les dépenses vitales (nourriture, soins), la capacité à se relancer après un choc, la diversité des sources de revenus, la continuité scolaire des enfants, l'auto-perception de bien-être.

Une échelle de mesure de type métrique, particulièrement une échelle de Likert a été utilisée pour appréhender cette capacité de résilience par des items où le répondant devrait donner son niveau d'appréciation entre les options de l'échelle de niveau 1 à 5, en cochant le chiffre qui

correspond le mieux à sa situation **(1= pas du tout d'accord, 2 = pas d'accord, 3 = quelque peu d'accord, 4 = d'accord, 5 = tout à fait d'accord).**

Cette échelle est composée de cinq groupes d'items formant ainsi les composantes de notre variable explicative (**l'appartenance à une association de microcrédit**) de la résilience des ménages membres d'association de microcrédit :

1) **Le Comment affronter la crise engendrée par la guerre (AFFC)**
2) **La Gestion des risques (GR)**
3) **L'Adaptation à la caisse de solidarité (ADCS)**
4) **L'Adaptation des règles d'achat des parts du groupe (ARPG)**
5) **L'Adaptation des règles de crédits (ARC)**

L'étude revêt plusieurs autres variables de contrôle permettant de bien comprendre la résilience des ménages membres d'associations de microcrédit dont nous pouvons résumer dans un tableau que voici :

Tableau 2. Autres variables de l'étude

Variable	Type	Mesure	Description
L'utilisation du crédit	Explicative	Nature de l'activité entreprise	Elle permet de comprendre les priorités économiques des ménages : investissement productif (AGR), ou consommation immédiate (santé, scolarité, alimentation). L'efficacité du microcrédit dépend souvent de l'usage.
Montant du microcrédit	Explicative	Montant en FC	Somme totale empruntée par le ménage au sein de l'association.
Fréquence de remboursement	Explicative	Nombre de paiements par an	Nombre d'échéances honorées sur 12 mois.
Durée d'adhésion	Explicative	Années d'appartenance	Nombre d'années depuis lesquelles le ménage est membre d'une AVEC.
Taille du ménage	Contrôle	Nombre de personnes	Les ménages plus grands peuvent être plus vulnérables ou au contraire, plus capables de répartir les risques (plus de mains d'œuvre).
Niveau d'instruction	Contrôle	Catégorie	Plus haut niveau d'étude atteint par le chef de ménage. Souvent corrélé à la capacité de gestion, d'adaptation et d'usage optimal des ressources
Sexe du chef de ménage	Contrôle	Catégorie	Dans les contextes post-conflits, les ménages dirigés par des femmes sont souvent plus précaires mais peuvent bénéficier davantage des dispositifs communautaires.

5) Techniques de collecte et traitement des données :

a. **Techniques de collecte des données :**

La collecte des données s'est effectuée en conformité avec l'approche méthodologique et l'outil moderne de collecte de données kobocollect et Enkento Express pour le partage du lien du questionnaire aux enquêtés, en distinguant les instruments et procédures. La collecte des données s'effectuée dans le mois de septembre, à l'intérieur de la période d'étude de septembre 2024 à septembre 2025, pour garantir la pertinence des données par rapport au contexte actuel.

- **Instruments de collecte** : **Le questionnaire structuré conçu en projet dans kobotoolbox, la plateforme de conception des enquêtes.**

Un questionnaire standardisé a été administré aux 198 ménages de l'échantillon. Il sera conçu pour recueillir des données mesurables et quantifiables relatives aux variables de l'étude.
Le questionnaire comprend plusieurs sections :

- **Les données sociodémographiques du ménage :** âge, genre, niveau d'éducation du chef de ménage, taille du ménage, statut de déplacement (déplacé interne récent, résident de longue date), activité principale.
- **Les informations sur l'appartenance à l'association :** durée d'affiliation, fréquence de participation aux réunions, montant des cotisations d'épargne.
- **L'historique et caractéristiques des microcrédits :** nombre de crédits contractés, montant moyen, durée de remboursement, destination du crédit (agriculture, petit commerce, consommation, santé, éducation), taux de remboursement.
- **Les indicateurs de résilience économique :** Mesure de la capacité du ménage à satisfaire les besoins de base (alimentation, logement, santé, éducation), accès à des sources de revenus diversifiées, capacité à faire face à des chocs imprévus, investissements dans des activités génératrices de revenus. Ces indicateurs seront mesurés sur une échelle de fréquence ou de valeur monétaire.
- **La perception de l'impact des associations :** Questions fermées sur la contribution de ces dernières à l'amélioration de la situation économique du ménage, à la sécurité alimentaire, à l'éducation des enfants, … souvent sur des échelles de Likert. Il sera rédigé en français facile pour faciliter la compréhension.

b. Le traitement et analyse des données :

Le traitement des données s'est déroulée de la manière que voici :

- **Le nettoyage des données :** Une phase rigoureuse de nettoyage entreprise pour identifier et corriger les erreurs de saisie, les valeurs aberrantes, les incohérences ou les données manquantes. Après la collecte, les données reçues via kobocollect et le lien du questionnaire

par Enkento, ont permis de générer une base de données Excel qui par après a été importée dans SPSS 25.

- **Le codage des variables :** Les réponses aux questions ont codé numériquement pour permettre leur traitement statistique

L'analyse statistique a été réalisée à l'aide d'un logiciel statistique **SPSS 25**. Elle comprend plusieurs étapes :

1) **Statistiques descriptives :** Calcul des fréquences, pourcentages, moyennes, pour décrire les caractéristiques sociodémographiques des ménages, leur participation aux associations, l'utilisation des crédits et le niveau des indicateurs de résilience.

2) **Analyse en composantes principales :** Dans le cadre de cette étude, l'Analyse en Composantes Principales (ACP) a été mobilisée comme technique d'exploration multidimensionnelle afin de réduire la complexité des données recueillies auprès des ménages membres d'associations de microcrédit à Nyabibwe. Cette méthode statistique permet de synthétiser l'information contenue dans plusieurs variables corrélées en un nombre restreint de composantes principales, tout en conservant l'essentiel de la variance initiale.

L'objectif principal de l'ACP dans notre démarche est de regrouper les variables liées aux stratégies de résilience en axes factoriels interprétables, facilitant ainsi la construction d'un indice synthétique de résilience. Elle permet également d'identifier les dimensions latentes qui sous-tendent les comportements d'adaptation des ménages en contexte de crise, en mettant en évidence les variables les plus contributives à la résilience globale.

L'utilisation de l'ACP se justifie par la nature exploratoire de notre étude, la présence de variables potentiellement interdépendantes (stratégies économiques, sociales et financières), et la nécessité de simplifier le modèle économétrique tout en assurant sa robustesse. Les tests de validité (KMO et Bartlett) ont confirmé l'adéquation de cette méthode à notre jeu de données, avec des corrélations suffisantes entre les variables pour permettre une réduction dimensionnelle pertinente.

3) **Analyse de régression linéaire multiple :** Pour modéliser l'impact des variables financières (montant du crédit, fréquence de remboursement) et les variables socioéconomiques (taille du ménage, activité économique) sur la résilience économique des ménages. Cela permettra d'identifier les facteurs les plus influents.

4) Définition du modèle

Le modèle général de régression linéaire multiple est formulé comme suit :

$$\mathbf{Y} = \beta_0 + \beta_{1X1} + \beta_{2X2} + \ldots + \beta_{nXn} + \mathcal{E}$$

Où :

Y : variable dépendante, représentant **la résilience des ménages membres d'associations de microcrédit** ;

X1, X2, …, Xn : variables explicatives ou déterminants présumés (l'utilisation du crédit, montant du microcrédit, le taux d'intérêt, la durée d'adhésion, la taille du ménage, niveau d'instruction du chef de ménage, l'âge du responsable, le sexe du chef de ménage.) ;

β_0 : ordonnée à l'origine ;

$\beta_1, \beta_2, \ldots, \beta n$: coefficients de régression mesurant l'effet de chaque variable sur Y ;

$\mathcal{E}$: terme d'erreur incluant les facteurs non observés.

- **Justification de l'usage du modèle**

La régression linéaire multiple permet de quantifier l'influence individuelle de chaque facteur sur la résilience des ménages ; Contrôler l'effet simultané des autres variables ; produire des résultats interprétables pour formuler des recommandations concrètes.

Notre modèle de recherche se présente comme suit :

Ainsi nous pouvons dire que l'indice de résilience sera alors trouvé par :

IndiceRésiliencei=β0+β1Âge+β2Revenui+β3TailleMénagei+β4Educationi+β5Anciennetéi

+β6AccèsCréditi+β7Taux d'intérêt+ β8 Gestion du crédit +εi

- Indice Résilience : score global de résilience du ménage i,
- Âge : l'âge du chef de ménage,
- Revenu : revenu mensuel du ménage,
- Taille Ménage : nombre de personnes dans le ménage,
- Education : niveau d'instruction du chef de ménage,
- Ancienneté : nombre d'années dans l'association de microcrédit,
- Accès Crédit : indicateur d'accès effectif au crédit,
- Taux d'intérêt applicable : le niveau de remboursement des crédits,
- Gestion du crédit : utilisation des crédits,
- ***Ɛi* :** Terme d'erreur incluant les facteurs non observés.

Ce cadre méthodologique détaillé jette les bases d'une étude rigoureuse et contextualisée, combinant des outils statistiques robustes et des approches quantitatives ancrées dans le vécu des acteurs.

Chapitre 3. PRÉSENTATION, INTERPRÉTATION, ANALYSE ET DISCUSSION DES RÉSULTATS

Dans le présent chapitre, nous serons préoccupés par la présentation, l'interprétation et la discussion des résultats de données recueillies lors de notre recherche sur le terrain mais également la manière dont ces données ont été analysées dans le but de pouvoir expliquer la résilience des ménages membres d'associations de microcrédit confrontés à la crise générée par la débâcle sécuritaire de la guerre de l'AFC/M23 à Nyabibwe et tirer en fin une conclusion.

Section 1. Présentation, interprétation et analyse des résultats

Dans cette section nous allons présenter, analyser et interpréter avant tout les statistiques descriptives des variables présentant les caractéristiques sociodémographiques de nos répondants et après les statistiques descriptives des autres variables ayant trait à notre étude.

Tableau 3. Caractéristiques sociodémographique des enquêtés

Variables qualitatives (n=198)			
Variables	Modalités	Fréquences	Pourcentages
Genre	Homme	102	51,5
	Femme	96	48,5
Groupe d'âge de responsables des ménages	21–30 ans	53	26,8 %
	31–40 ans	63	31,8 %
	41–50 ans	37	18,7 %
	51–60 ans	29	14,6 %
	61–70 ans	16	8,1 %
Niveau d'instruction	Primaire	31	15,7
	Secondaire	74	37,4
	Formation professionnelle et métiers	39	19,7
	Supérieur et universitaire	54	27,3

Variables quantitatives					
Variables	N	Min	Max	Moyenne	Ecart-type
Age	198	2	68	39,89	12,170
Taille du ménage	198	2	17	8,20	2,823
Revenus des chefs des ménages	198	2	220	72,85	43,180

Revenus des autres adultes du ménage	198	0	170	12,41	17,315

Source : nos analyses dans SPSS 25

L'analyse des variables qualitatives et quantitatives issues de l'enquête menée auprès de 198 ménages membres d'associations de microcrédit à Nyabibwe permet de dresser un profil sociodémographique et économique essentiel à la compréhension des dynamiques de résilience dans un contexte de conflit prolongé. Ces caractéristiques constituent un socle analytique fondamental pour interpréter les comportements d'adaptation, les capacités de relance économique et les stratégies de gestion du risque adoptées par les ménages.

Sur le plan du genre, la population enquêtée présente une répartition relativement équilibrée, avec 51,5 % d'hommes et 48,5 % de femmes à la tête des ménages. Cette parité est significative dans la mesure où elle permet d'appréhender les dynamiques de résilience selon une perspective de tout genre, notamment en ce qui concerne l'accès aux ressources financières, la participation aux associations de microcrédit et la prise de décision économique au sein du ménage. Dans un contexte où les femmes sont souvent les premières victimes des conflits armés, leur présence quasi équivalente dans l'échantillon permet d'évaluer leur rôle actif dans les mécanismes de survie et d'autonomisation.

L'analyse de la structure par âge révèle que la majorité des chefs de ménage se situe dans la tranche de 21 à 40 ans, représentant 58,6 % de l'échantillon. Cette prédominance des adultes jeunes et en âge de travailler constitue un indicateur favorable à la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus (AGR) et à l'adoption de stratégies d'adaptation économique. Toutefois, la présence non négligeable de ménages dirigés par des personnes âgées de plus de 50 ans (22,7 %) souligne également l'existence d'une frange de la population potentiellement plus vulnérable, dont la capacité de résilience pourrait être entravée par des limitations physiques ou un accès restreint aux opportunités économiques.

Le niveau d'instruction des chefs de ménage constitue un autre facteur déterminant. Les données montrent que 64,7 % des enquêtés ont atteint au moins le niveau secondaire ou supérieur, ce qui traduit une certaine capacité à comprendre les mécanismes de gestion financière, à interpréter les règles de fonctionnement des associations de microcrédit, et à prendre des décisions éclairées en matière d'investissement. Cette variable est particulièrement pertinente dans l'analyse des comportements de remboursement, de planification budgétaire et de diversification des revenus.

Les variables quantitatives viennent compléter ce profil. L'âge moyen des chefs de ménage est de 39,89 ans, avec un écart-type de 12,17, ce qui confirme la prédominance d'une population

adulte active. La taille moyenne des ménages est de 8,2 personnes, ce qui reflète une forte charge familiale. Cette donnée est cruciale dans l'analyse de la résilience, car elle conditionne le niveau de consommation, les besoins vitaux à couvrir, et la pression économique exercée sur les revenus du ménage.

Le revenu mensuel moyen du chef de ménage s'élève à 72,85 $, avec un écart-type élevé (43,18 $), traduisant une forte disparité entre les ménages. Ce revenu reste modeste au regard du coût de la vie et des besoins d'un ménage moyen de huit personnes. Il témoigne d'une précarité économique structurelle, accentuée par le contexte de guerre. Le revenu moyen des autres adultes du ménage est encore plus faible (12,41 $), ce qui montre une dépendance marquée au revenu principal et une faible capacité de mutualisation des ressources au sein du ménage.

En somme, ces variables permettent de mieux cerner les conditions de vie des ménages membres d'associations de microcrédit à Nyabibwe. Elles éclairent les facteurs qui influencent leur capacité à faire face aux chocs, à maintenir une stabilité minimale et à se projeter dans une dynamique de relance. Leur intégration dans l'analyse factorielle permet de structurer les dimensions de la résilience en facteurs interprétables, tels que la gestion des risques, l'adaptation, la solidarité communautaire et l'autonomie financière. Ces éléments constituent des leviers d'action pour les politiques de développement local et les interventions des acteurs humanitaires et financiers en zone de conflit

Tableau 4. Caractéristiques des tableaux croisés des pratiques du microcrédit des ménages membres d'associations

Effectif						
		Depuis combien de temps êtes-vous membre de l'association ?				**Total**
		< à 1 an	1 à 2 ans	3 à 5ans	> à 5 ans	
Dans quelle association de microcrédit êtes-vous membre ?	AJUDI	0	15	29	6	**50**
	APUDD	4	21	28	1	**54**
	USDD	2	34	8	1	**45**
	UFNM	0	22	9	15	**46**
	AUTRE	0	1	2	0	**3**
Total		**6**	**93**	**76**	**23**	**198**
		Quel taux d'intérêt applique votre association ?			Total	
		< à 5%	5à10%	11à15%		
Quel montant de crédit avez-vous reçu lors de votre dernier emprunt (en fc) ?	< à 100 000	6	40	0	**46**	
	100 001 à 300 000	0	88	1	**89**	
	300 001 à 600 000	0	43	1	**44**	
	> à 600 000	1	18	0	**19**	

Total		7	189	2	**198**	
		Votre ménage parvient-il à satisfaire ses besoins alimentaires ?				**Total**
		Toujours	Souvent	Parfois	Rarement	
À quoi avez-vous principalement consacré le crédit ?	AGR	2	4	16	32	**54**
	Commerce	4	9	12	7	**32**
	Consommation	0	3	3	5	**11**
	Santé	0	6	17	19	**42**
	Éducation	3	10	17	29	**59**
Total		**9**	**32**	**65**	**92**	**198**

Source : nos analyses dans SPSS 25

Ce tableau montre une situation des certains facteurs croisés entre eux et qui nous nous donne une certaine vue exploratoire sur les pratiques du microcrédit à Nyabibwe. Premièrement le croisement est élaboré afin d'examiner la relation entre le type d'association de microcrédit auquel appartient chaque ménage et la durée d'adhésion à cette structure. L'échantillon total est composé de **198 ménages**, répartis dans cinq catégories d'associations : AJUDI, APUDD, USDD, UFNM et AUTRE. La variable « durée d'adhésion » est segmentée en quatre tranches : **moins d'un an**, **1 à 2 ans**, **3 à 5 ans**, et **plus de 5 ans**.

Les résultats montrent que la majorité des membres ont une ancienneté comprise entre **1 et 2 ans** (47,0 %) et **3 à 5 ans** (38,4 %), tandis que les membres de moins d'un an (3,0 %) et de plus de 5 ans (11,6 %) sont minoritaires. Cette répartition suggère que les associations de microcrédit à Nyabibwe sont en phase de consolidation, avec une dynamique d'adhésion récente mais stabilisée.

L'analyse par association révèle des profils distincts :

1. **AJUDI** regroupe 50 membres, dont 88 % ont entre 1 et 5 ans d'ancienneté. L'absence de nouveaux membres (< 1 an) indique une stabilité, tandis que la présence de 6 membres de plus de 5 ans témoigne d'une certaine fidélité.
2. **APUDD**, avec 54 membres, présente une répartition équilibrée entre les tranches 1 à 2 ans (38,9 %) et 3 à 5 ans (51,9 %). Les nouveaux membres représentent 7,4 %, ce qui traduit une dynamique d'adhésion continue.
3. **USDD** se distingue par une forte proportion de membres récents : 75,6 % ont entre 1 et 2 ans d'ancienneté. Ce profil suggère une croissance rapide ou une relance récente de l'association.
4. **UFNM** est l'association la plus ancienne en termes de fidélité : 32,6 % de ses membres ont plus de 5 ans d'ancienneté. Ce taux élevé traduit une stabilité organisationnelle et une capacité à maintenir l'engagement des membres sur le long terme.

5. Les associations classées « AUTRE » sont marginales (1,5 % de l'échantillon), ce qui limite leur interprétation statistique.

Ces résultats permettent de dégager plusieurs renseignements. D'une part, la durée d'adhésion constitue un indicateur pertinent pour évaluer l'impact du microcrédit sur la résilience des ménages les effets peuvent varier selon que le ménage est nouvellement inscrit ou engagé depuis plusieurs années. D'autre part, la maturité des associations influence leur capacité à offrir des services adaptés, à fidéliser leurs membres et à résister aux effets de la crise sécuritaire.

En deuxième lieu, le croisement met en relation deux variables clés dans l'analyse des pratiques de microcrédit à Nyabibwe : le montant du crédit reçu lors du dernier emprunt et le taux d'intérêt appliqué par l'association de microcrédit. L'analyse repose sur un échantillon de 198 ménages répartis selon quatre tranches de montant de crédit et trois niveaux de taux d'intérêt. Ces résultats montrent une forte homogénéité dans la politique tarifaire des associations : 95,5 % des crédits sont soumis à un taux compris entre 5 % et 10 %, indépendamment du montant emprunté. Les taux très faibles (< 5 %) ne concernent que 7 ménages (3,5 %), principalement dans la tranche des petits crédits (< 100 000 FC), tandis que les taux élevés (11 à 15 %) sont exceptionnels, appliqués à seulement 2 ménages (1,0 %). Sur le plan des montants, la majorité des crédits se situent dans la tranche 100 001 à 300 000 FC, représentant 44,9 % de l'échantillon (89 ménages). Les petits crédits (< 100 000 FC) concernent 23,2 % des ménages, les crédits moyens (300 001 à 600 000 FC) 22,2 %, et les crédits élevés (> 600 000 FC) 9,6 %.

Cette répartition révèle que les associations ciblent principalement les montants intermédiaires, adaptés aux activités génératrices de revenus modestes. Les petits emprunteurs bénéficient parfois de taux préférentiels, ce qui traduit une volonté d'inclusion financière. En revanche, les gros emprunts ne sont pas pénalisés par des taux plus élevés, ce qui encourage l'investissement productif.

En troisième lieu, le tableau dégage que que les ménages ayant consacré leur crédit à des **activités génératrices de revenus (AGR)** sont les plus nombreux (54), mais 59 % d'entre eux déclarent satisfaire rarement leurs besoins alimentaires. Cela suggère que les AGR financées par le crédit ne produisent pas toujours des revenus suffisants à court terme pour améliorer la sécurité alimentaire. Les ménages ayant investi dans le **commerce** présentent un profil plus favorable : **40 % d'entre eux** (13 sur 32) déclarent être toujours ou souvent satisfaits sur le plan alimentaire. Cela peut s'expliquer par la nature plus rapide et flexible des revenus commerciaux. Les crédits consacrés à la **consommation** (11 ménages) n'ont pas permis d'améliorer durablement la sécurité alimentaire : 8 ménages sur 11 restent dans les catégories

« parfois » ou « rarement satisfaits ». Les ménages ayant utilisé leur crédit pour des **dépenses de santé** (42) sont majoritairement en situation d'insécurité alimentaire : 86 % d'entre eux (36 sur 42) déclarent ne satisfaire leurs besoins qu'occasionnellement ou rarement. Cela montre que les urgences sanitaires absorbent les ressources sans générer de revenus. Enfin, les crédits orientés vers **l'éducation** (59 ménages) sont également associés à une forte précarité alimentaire : 78 % des ménages concernés (46 sur 59) déclarent être « parfois » ou « rarement » satisfaits. Cela reflète le poids financier de la scolarisation dans un contexte de crise, sans effet immédiat sur les revenus.

Nous trouvons que l'usage du crédit influence fortement la capacité des ménages à satisfaire leurs besoins alimentaires. Les investissements dans le commerce semblent offrir les meilleures perspectives à court terme, tandis que les dépenses en santé, éducation ou AGR, bien qu'importantes, ne garantissent pas une amélioration immédiate de la sécurité alimentaire. Ces résultats soulignent la nécessité d'un accompagnement ciblé des bénéficiaires du microcrédit, notamment en matière de gestion des revenus, de diversification des activités et de priorisation des besoins essentiels.

Tableau 5. Les effets de la guerre sur les ménages

Effectif					
	Pensez-vous que le microcrédit vous aide à résister à la crise ?				Total
		Oui	Non	Partiellement	
Quel était l'état de votre situation financière avant la période de guerre?	Pas du tout satisfait	2	3	2	7
	Insatisfait	2	2	3	7
	Neutre	4	7	11	22
	Satisfait	28	57	54	139
	Totalement satisfait	7	5	11	23
Total		43	74	81	198
	Pensez-vous que votre situation est meilleure que celle des non-membres ?				Total
		Oui	Non	Je ne sais pas trop	
Quel était l'état de votre situation financière avant la période de guerre?	Pas du tout satisfait	1	4	2	7
	Insatisfait	3	0	4	7
	Neutre	12	3	7	22
	Satisfait	87	11	41	139
	Totalement satisfait	10	8	5	23

Total		113	26	59	198
	Pensez-vous que le microcrédit vous aide à résister à la crise ?				Total
		Oui	Non	Partiellement	
Avez-vous subi un choc économique lié à la guerre au cours de cette année et qui a endommagé votre activité ?	Oui	43	74	81	198
Total		43	74	81	198
	Pensez-vous que votre situation est meilleure que celle des non-membres ?				Total
		Oui	Non	Je ne sais pas trop	
Avez-vous subi un choc économique lié à la guerre au cours de cette année et qui a endommagé votre activité ?	Oui	113	26	59	198
Total		113	26	59	198

Source : nos analyses dans SPSS 25

Ces données issues de ce tableau révèlent que l'ensemble des 198 ménages enquêtés ont subi un choc économique lié à la guerre ayant affecté leur activité principale. Ce constat souligne l'ampleur de la crise dans la région et justifie l'intérêt d'évaluer la résilience économique des ménages à travers leur affiliation aux associations de microcrédit.

À la question « Pensez-vous que le microcrédit vous aide à résister à la crise ? », les réponses sont partagées : 21,7 % des ménages estiment que le microcrédit les aide effectivement, 40,9 % considèrent qu'il les aide partiellement, tandis que 37,4 % jugent qu'il ne les aide pas. Cette répartition traduit une perception mitigée de l'efficacité du microcrédit comme mécanisme de protection face aux chocs. Bien que la majorité reconnaisse une forme d'appui, une proportion

significative exprime une insatisfaction, suggérant que les dispositifs en place ne suffisent pas à compenser les pertes subies.

L'état de la situation financière avant la guerre permet d'approfondir cette lecture. En effet, 81,8 % des ménages se déclaraient satisfaits ou totalement satisfaits avant le conflit. Pourtant, parmi ces ménages initialement stables, nombreux sont ceux qui estiment que le microcrédit ne les aide pas (57) ou seulement partiellement (54). Ce décalage révèle que le microcrédit, bien qu'utile, ne parvient pas à restaurer le niveau de vie antérieur, notamment chez les ménages les plus touchés.

Par ailleurs, lorsqu'on interroge les ménages sur leur position relative par rapport aux non-membres, 57,1 % affirment que leur situation est meilleure, contre 13,1 % qui pensent le contraire et 29,8 % qui restent indécis. Ce résultat suggère que l'appartenance à une association de microcrédit confère un avantage comparatif, même si celui-ci demeure partiel et variable selon les profils.

La lecture croisée des perceptions montre que les ménages satisfaits avant la guerre sont à la fois ceux qui reconnaissent le plus souvent une aide partielle ou totale du microcrédit, mais aussi ceux qui expriment le plus de déception. Les ménages insatisfaits ou neutres avant la guerre sont plus nombreux à ne pas percevoir d'aide réelle, ce qui peut refléter une vulnérabilité structurelle préexistante.

En bref, la guerre a provoqué une dégradation généralisée des conditions économiques, et le microcrédit, bien qu'ayant un effet modérateur, ne suffit pas à garantir une résilience complète.

- **Statistiques de l'échelle**

Tableau 6. Statistiques descriptives des variables

	N	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart type
Stratégies d'adaptation à la crise	198	1,25000	4,25000	2,9494949	,80250227
Gestion des risques	198	1,33333	5,00000	3,6262626	,75366782
Flexibilité financière interne	198	1,00000	5,00000	3,0808081	,78922654
Allègement des charges sociales.	198	1,00000	5,00000	2,9730640	,89073285
Réduction des dépenses et	198	1,00000	4,66667	3,0808081	,68270209

optimisation des ressources					
Réorganisation numérique et financière	198	1,00000	4,33333	2,9225589	,76930435
Adaptation des règles de crédits	198	1,00000	5,00000	3,1994949	,90646283
Ajustement du taux d'intérêt et montant de crédit	198	1,00000	5,00000	2,9494949	1,12537630
N valide (liste)	198				

Source : nos analyses dans SPSS 25

Le tableau présente les statistiques descriptives des huit dimensions retenues dans l'échelle de mesure de la résilience des ménages membres d'associations de microcrédit à Nyabibwe. Les résultats montrent que les moyennes des scores se situent toutes entre 2,92 et 3,63 sur une échelle de Likert allant de 1 à 5, traduisant globalement une résilience modérée dans l'ensemble des dimensions.

La dimension la plus élevée est la gestion des risques avec une moyenne de 3,63 (ET = 0,75), ce qui suggère que les ménages accordent une importance particulière à la cartographie, la hiérarchisation et l'épargne préventive face aux chocs. À l'inverse, la réorganisation numérique et financière obtient la moyenne la plus faible (2,92, ET = 0,77) indiquant que l'usage des moyens de communication modernes et l'adaptation numérique restent encore limités dans ce contexte rural.

Les autres dimensions se situent autour de la moyenne générale de l'échelle (≈ 3,00), notamment les stratégies d'adaptation à la crise (SAC, M = 2,95), l'allègement des charges sociales (ACS, M = 2,97), la flexibilité financière interne (FFI, M = 3,08), la réduction des dépenses et optimisation des ressources (RDOR, M = 3,08), l'adaptation des règles de crédit (ARC, M = 3,20) et l'ajustement du montant de crédit (QIC, M = 2,95).

Les écarts-types, compris entre 0,68 et 1,12, révèlent une variabilité modérée à forte entre ménages. La dispersion la plus élevée est observée pour l'ajustement du montant de crédit (AIC, ET = 1,12), ce qui traduit des pratiques très hétérogènes selon les groupes et les ménages. À l'inverse, la réduction des dépenses et optimisation des ressources (RDOR, ET = 0,68) est la dimension la plus homogène, suggérant une convergence des pratiques dans ce domaine.

A. Analyse en Composantes principales

Tableau 7. Indice KMO et test de Bartlett

Indice de Kaiser-Meyer-Olkin pour la mesure de la qualité d'échantillonnage.		,788	Alpha de
Test de sphéricité de Bartlett	Khi-carré approx.	1500,213	,834
	Ddl	300	
	Signification	,000	

Source : nos analyses dans SPSS 25

Afin de vérifier l'adéquation des données à une analyse en composantes principales, le test de Kaiser-Meyer-Olkin (KMO) et le test de sphéricité de Bartlett ont été réalisés. Le KMO obtenu est de 0,788, indiquant une bonne qualité d'échantillonnage et une proportion suffisante de variance commune entre les items. Le test de Bartlett est significatif ($x^2 = 1500,213$; ddl = 300 ; $p < 0,001$), ce qui confirme que les corrélations entre les variables sont suffisamment fortes pour justifier une réduction de dimensions. Ces résultats valident la pertinence d'une analyse factorielle sur l'échelle de résilience utilisée.

Le test de fiabilité réalisé sur les 25 items de l'échelle de résilience a donné un **coefficient Alpha de Cronbach de 0,834**, ce qui indique une très bonne cohérence interne. Ce résultat dépasse le seuil généralement admis de 0,7, considéré comme acceptable en sciences sociales, et se rapproche du seuil de 0,9, qui traduit une excellente fiabilité. Cela signifie que les items de l'échelle sont suffisamment corrélés entre eux et qu'ils mesurent de manière homogène le concept de résilience des ménages en contexte de conflit.

Tableau 8. Qualités de représentation

	Initiales	Extraction
AFFC1. Changement de nos structures pour s'adapter à la crise	1,000	,755
AFFC2. Délocalisation des certaines activités pour faciliter le retrait des sommes et éviter des longues files d'attente.	1,000	,684
AFFC3. Réduction du nombre des membres aux services financiers	1,000	,563
AFFC4. Changement des lieux d'attente pour les membres	1,000	,501
AFFC5. Certaines rencontres physiques ont été suspendues	1,000	,615
AFFC6. D'autres activités se déroulaient par communications téléphoniques	1,000	,754
GR1. Notre association de microcrédit a effectué	1,000	,602

une cartographie des risques potentiels étant donné la crise économique orchestrée par la guerre		
GR2. Les risques ont été hiérarchisés et des réponses appropriées y été consacrées.	1,000	,690
GR3. Nous avons constitué des épargnes en monnaie locale	1,000	,566
GR4. Les informations sur les événements du terrain étaient partagées à travers les membres de notre association.	1,000	,639
GR5. Nous avons réduit les dépenses liées au comptage physique des sommes versées.	1,000	,591
ACS1. Réduction des dépenses funéraires et des maladies du groupe solidaire	1,000	,746
ACS2. Suppression des dépenses liées aux catastrophes en termes d'incident et des dommages aux habitants (membres du groupe)	1,000	,759
ACS3. Réduction de 30% montant des cotisations régulières à la caisse de solidarité	1,000	,668
ACS4. Les comptes de la caisse de solidarité étaient alors prêtés sans intérêts, pour tous les membres du groupe de solidarité en besoin.	1,000	,484
ACS5. Nous avons décidé de supprimer le montant de déboursement, partiellement pour les décès des membres parentés.	1,000	,600
APG1. Nous avons redéfini la valeur des parts à acheter	1,000	,523
APG2. Les membres ont décidé, pour faire face aux stress financiers issu de la guerre, de baisser la valeur des parts.	1,000	,631
APG3. Les montant été trop élevé pour les membres les plus fortunés, étant donné les difficultés à épargner	1,000	,656
APG4. Les montant été trop bas pour les membres les moins fortunés, étant donné les périodes de soudures à venir	1,000	,680
APG5. Le plafond d'achat des parts dans le groupe, était réduit à 50%.	1,000	,632
ARC1. L'épargne à la semaine a été ramenée à trois semaines	1,000	,627
ARC2. Le montant emprunté par un membre ne pouvait pas excéder le double	1,000	,744

de la valeur des parts qu'il détenait		
ARC3. La durée du prêt porrait dépasser desormais le 1 mois	1,000	,684
ARC4. Nous avons baissé le montant de crédit	1,000	,670
Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.		

Source : nos analyses dans SPSS 25

Le tableau des qualités de représentation présente les valeurs d'extraction des 25 items de l'échelle de résilience, obtenues par analyse en composantes principales. Ces valeurs indiquent la proportion de variance de chaque item expliquée par les facteurs extraits. L'ensemble des items présente des valeurs d'extraction supérieures à 0,48, ce qui témoigne d'une bonne représentativité globale. Plusieurs items affichent des saturations élevées (≥ 0,7), notamment AFFC1, AFFC6, ACS1, ACS2, ARC2 et ARC3, traduisant leur forte contribution à la structure factorielle. Les items compris entre 0,6 et 0,7 sont également bien représentés et confirment la cohérence de l'échelle. Seuls quelques items, comme ACS4 (0,484), présentent une représentation plus faible et pourraient faire l'objet d'une analyse complémentaire. Ces résultats valident la pertinence de l'échelle construite et justifient la poursuite de l'interprétation des facteurs latents retenus :

Tableau 9. Composantes principales

Composante	Items associés	Thème proposé
1	AFFC1, AFFC2, AFFC4, ACS5	**Stratégies d'adaptation à la crise (SAC :** réorganisation des lieux, des activités et des pratiques internes)
2	GR1, GR2, GR3	**Gestion des risques (GR :** cartographie, hiérarchisation, épargne préventive)
3	APG2, APG3, APG4	**Flexibilité financière interne (FFI** : ajustement des règles d'achat de parts selon les capacités des membres)
4	ACS1, ACS2, ACS3	**Allègement des charges sociales (ACS** : réduction des dépenses collectives en période de crise)
5	GR5, GR4, AFFC3	**Réduction des dépenses et optimisation des ressources RDOR** (réduction des coûts et optimisation des flux d'information)
6	AFFC6, APG5, ARC1	**Réorganisation numérique et financière (RNF** : adaptation des communications et des règles d'épargne)
7	ARC2, ARC3	**Adaptation des règles de crédits (ARC :** modification des montants et des durées de crédit)
8	ARC4	**Ajustement du taux d'intérêt et montant de crédit (AIC :** réduction ciblée du montant des prêts accordés)

Source : notre conception

- **Création de l'indice de résilience**

Pour chaque dimension, un score factoriel a été calculé en agrégeant les items correspondants (moyenne arithmétique). L'**indice global de résilience** a ensuite été construit comme la moyenne des huit scores factoriels, traduisant la capacité globale des ménages à absorber, s'adapter et transformer leurs pratiques face aux chocs liés à la guerre.

Formellement, l'indice se définit ainsi :

$$\text{IndiceRésilience}i = \frac{\text{SACi} + \text{GRi} + \text{FFIi} + \text{ACSi} + \text{RDORi} + \text{RNFi} + \text{ARCi} + \text{AICi}}{8}$$

Cet indice composite a été utilisé comme variable dépendante dans les modèles de régression linéaire multiple, afin d'identifier les stratégies de résilience (économiques, sociales) adoptées par les ménages membres d'associations de microcrédit pour faire face aux chocs liés au conflit à Nyabibwe.

Tableau 10. Indice global de la résilience des ménages

Statistiques descriptives					
	N	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart type
Indice Résilience	198	1,19	3,89	3,0977	,45048
N valide (liste)	198				

L'indice global de résilience des ménages membres d'associations de microcrédit à Nyabibwe, construit à partir de huit dimensions thématiques issues de l'Analyse en Composantes Principales (ACP), présente une moyenne de 3,10 (sur une échelle de 1 à 5), avec un écart-type de 0,45, un minimum de 1,19 et un maximum de 3,89.

Ces résultats traduisent une résilience modérée dans l'ensemble de l'échantillon. La moyenne située légèrement au-dessus du point central (3,00) suggère que les ménages adoptent des stratégies d'adaptation relativement affirmées face aux effets de la guerre, sans pour autant atteindre des niveaux de résilience très élevés.

L'écart-type relativement faible (0,45) indique une variabilité modérée entre les ménages, ce qui laisse penser que les pratiques de résilience sont assez homogènes au sein des associations de microcrédit étudiées. Toutefois, l'étendue observée (de 1,19 à 3,89) révèle l'existence de profils différenciés : certains ménages affichent une résilience très faible, probablement en raison de vulnérabilités structurelles ou d'un accès limité aux mécanismes de solidarité, tandis que d'autres montrent une capacité d'adaptation plus affirmée.

Ainsi nous pouvons dire que l'indice de résilience sera alors trouvé par :

$IndiceRésilience_i = \beta_0 + \beta_1 Âge + \beta_2 Revenu_i + \beta_3 TailleMénage_i + \beta_4 Education_i + \beta_5 Ancienneté_i + \beta_6 AccèsCrédit_i + \beta_7 Taux\ d'intérêt + \beta_8\ Gestion\ du\ crédit + \varepsilon_i$

B. Résultats de la régression linéaire multiple

Tableau 11. Récapitulatif des modèles

Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté	Erreur standard de l'estimation
1	,796[a]	,634	,614	,27991

Source : nos analyses dans SPSS 25

Le modèle de régression linéaire multiple estimé présente une qualité statistique remarquable, avec un coefficient de détermination $R2=0,634R2 = 0,634$, indiquant que 63,4 % de la variance observée dans l'indice de résilience des ménages est expliquée par les variables indépendantes retenues. Ce niveau d'explication est particulièrement satisfaisant dans le cadre d'une étude sociale, où les comportements sont souvent influencés par une pluralité de facteurs. Le coefficient de corrélation multiple $R=0,796R = 0,796$ témoigne d'une forte association entre

les prédicteurs et la variable dépendante, tandis que le R2 ajusté égal à 0,614, confirme la grandeur du modèle en tenant compte du nombre de variables incluses. Par ailleurs, l'erreur standard de l'estimation, relativement faible (0,27991), indique que les valeurs prédites par le modèle sont proches des valeurs observées, ce qui renforce la précision des estimations. Ces résultats suggèrent que les variables socioéconomiques et institutionnelles sélectionnées telles que le revenu, l'ancienneté dans l'association, le niveau d'instruction ou encore les dimensions thématiques de la résilience constituent des déterminants significatifs du niveau de résilience des ménages membres d'associations de microcrédit à Nyabibwe.

Tableau 12. Coeffi&&cients

Modèle		Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	t	Sig.
		B	Erreur standard	Bêta		
1	(Constante)	1,363	,187		7,281	,000
	Âge du chef de ménage	,005	,003	,140	1,946	,053
	Le revenu du chef de ménage (estimation mensuelle en $)	7,973E-5	,001	,008	,133	,894
	Le nombre de personnes dans le ménage	-,024	,011	-,150	-2,264	,025
	Niveau d'instruction du chef de ménage	,010	,022	,023	,438	,662
	Depuis combien de temps êtes-vous membre de l'association ?	-,072	,029	-,117	-2,511	,013
	Quel montant de crédit avez-vous reçu lors de votre dernier emprunt (en fc) ?	,002	,026	,004	,085	,932
	A quoi avez-vous principalement consacré le crédit ?	,017	,013	,060	1,275	,204
	Stratégies d'adaptation à la crise	,230	,031	,410	7,436	,000
	Gestion des risques	,123	,028	,206	4,384	,000
	Réduction des dépenses et optimisation des ressources	,227	,035	,344	6,417	,000
a. Variable dépendante : Indice Résilience						

Source : nos analyses dans SPSS 25

L'analyse des coefficients individuels du modèle économétrique permet d'identifier les variables ayant un effet significatif sur l'indice de résilience des ménages membres

d'associations de microcrédit à Nyabibwe. Trois variables thématiques issues de l'analyse en composantes principales ressortent comme les **principaux déterminants positifs** de la résilience : les stratégies d'adaptation à la crise ($\beta = 0{,}410$; $p < 0{,}001$), la réduction des dépenses et optimisation des ressources ($\beta = 0{,}344$; $p < 0{,}001$), et la gestion des risques ($\beta = 0{,}206$; $p < 0{,}001$). Ces résultats confirment que les ménages qui adoptent des comportements proactifs face aux chocs tels que la diversification des revenus, la rationalisation des dépenses et la planification des risques présentent des niveaux de résilience significativement plus élevés.

Du côté des variables socioéconomiques, deux facteurs apparaissent comme **négativement associés** à la résilience. D'une part, la taille du ménage ($\beta = -0{,}150$; $p = 0{,}025$) semble réduire la capacité de résilience, probablement en raison de la pression économique accrue sur les ressources disponibles. D'autre part, l'ancienneté dans l'association ($\beta = -0{,}117$; $p = 0{,}013$) présente un effet négatif inattendu, suggérant que les membres les plus anciens ne bénéficient pas nécessairement d'un avantage en termes de résilience, ce qui pourrait s'expliquer par une saturation des mécanismes de soutien ou une baisse d'engagement institutionnel.

En revanche, certaines variables classiques telles que le revenu mensuel ($\beta = 0{,}008$; $p = 0{,}894$), le niveau d'instruction ($\beta = 0{,}023$; $p = 0{,}662$), le montant du crédit reçu ($\beta = 0{,}004$; $p = 0{,}932$) et l'usage principal du crédit ($\beta = 0{,}060$; $p = 0{,}204$) ne présentent pas d'effet significatif sur la résilience. Cela indique que la résilience ne dépend pas uniquement de la capacité financière ou du niveau d'éducation, mais davantage des comportements adaptatifs et des stratégies mises en œuvre face aux chocs.

Nous constatons que l'âge du chef de ménage ($\beta = 0{,}140$; $p = 0{,}053$) est marginalement significatif, ce qui pourrait suggérer une légère tendance selon laquelle les ménages dirigés par des individus plus âgés disposent d'une expérience ou d'un capital social favorisant la résilience, bien que cet effet reste à confirmer.

Ces résultats appellent à renforcer les capacités d'adaptation des ménages à travers des formations ciblées, des mécanismes de gestion des risques et des outils d'optimisation des ressources, plutôt que de se limiter à l'octroi de crédit ou à l'amélioration des revenus.

Section 2. Discussion des résultats

Les résultats de notre étude montrent que l'indice global de résilience des ménages membres d'associations de microcrédit à Nyabibwe atteint une moyenne de **3,10** (écart-type = 0,45) sur une échelle de 1 à 5. Cette valeur traduit une **résilience modérée**, confirmant que les ménages disposent de certaines capacités d'adaptation, mais restent fortement exposés aux effets multidimensionnels de la guerre. L'analyse factorielle a permis d'identifier trois dimensions majeures comme déterminants significatifs de la résilience : les **stratégies d'adaptation à la crise** ($\beta = 0{,}410$; $p < 0{,}001$), la **réduction des dépenses et optimisation des ressources** ($\beta = 0{,}344$; $p < 0{,}001$) et la **gestion des risques** ($\beta = 0{,}206$; $p < 0{,}001$). Ces résultats indiquent que la résilience est avant tout portée par des comportements adaptatifs et collectifs, plutôt que par des variables socio-économiques classiques.

En effet, des variables telles que le revenu du chef de ménage ($\beta = 0{,}008$; $p = 0{,}894$), le niveau d'instruction ($\beta = 0{,}023$; $p = 0{,}662$) ou le montant du crédit reçu ($\beta = 0{,}004$; $p = 0{,}932$) ne présentent pas d'effet significatif. À l'inverse, la taille du ménage ($\beta = -0{,}150$; $p = 0{,}025$) et l'ancienneté dans l'association ($\beta = -0{,}117$; $p = 0{,}013$) exercent un effet négatif, suggérant que les charges familiales élevées et une longue durée d'adhésion ne garantissent pas une meilleure résilience. Le modèle global est robuste, avec un **$R^2 = 0{,}634$** et un **R^2 ajusté = 0,614**, expliquant plus de 60 % de la variance de la résilience, ce qui est élevé pour une étude en sciences sociales.

Ces résultats peuvent être confrontés à ceux de la littérature empirique. L'étude de **Diouf et al. (2021)** au Sénégal avait montré que la diversification des revenus et les dépenses alimentaires renforçaient la résilience alimentaire, mais que les stratégies endogènes s'étaient révélées insuffisantes face aux restrictions de la Covid-19. À Nyabibwe, nos résultats montrent au contraire que les stratégies endogènes (adaptation, gestion des risques, optimisation des ressources) constituent le cœur de la résilience, confirmant l'importance des mécanismes communautaires en contexte de guerre prolongée, là où les aides exogènes sont rares ou inexistantes.

De même, **Amisi et Elias (2025)**, dans leur étude sur Bukavu, avaient identifié la capacité d'adaptation comme principal facteur de résilience ($\beta = 0{,}339$; $p = 0{,}006$), avec un modèle faiblement explicatif ($R^2 = 0{,}126$). Nos résultats confirment l'importance de l'adaptation, mais en la décomposant en dimensions précises (stratégies, gestion des risques, optimisation des ressources), et avec une puissance explicative nettement plus élevée ($R^2 = 0{,}634$). Cette différence s'explique par le contexte : en milieu urbain, la résilience est fragmentée et dépend

de l'accès aux services, tandis qu'en milieu rural en guerre, elle repose sur des dynamiques collectives et solidaires.

Ces conclusions peuvent être confrontées à l'étude de **Bisimwa Bahati et al. (2022)** sur les AVEC dans le groupement de Buzi. Ces auteurs montrent que les associations villageoises d'épargne et de crédit contribuent à l'autonomisation socioéconomique des femmes, mais qu'elles ne suffisent pas, à elles seules, à garantir une autonomie complète. Nos résultats confirment cette idée : à Nyabibwe, les associations de microcrédit ne constituent pas une solution unique, mais elles jouent un rôle central dans la résilience collective, en particulier dans un contexte où les chocs armés et la désintégration économique rendent les autres mécanismes de protection quasi inexistants. Contrairement à Buzi, où l'enjeu est l'autonomisation des femmes en milieu rural relativement stable, à Nyabibwe, l'impact des associations est plus volatile et dépend fortement de la stabilité sécuritaire et institutionnelle.

L'étude de **Nkwahata Mangata et al. (2024)** sur FINCA à Kinshasa met en évidence que 82,8 % des bénéficiaires estiment que le microcrédit favorise la croissance de leurs activités génératrices de revenus, et que plus de 80 % affirment pouvoir couvrir leurs charges familiales grâce aux bénéfices dégagés. Ces résultats confirment l'efficacité du microcrédit en milieu urbain stable. Toutefois, nos données montrent une perception plus nuancée : seuls **21,7 %** des ménages de Nyabibwe estiment que le microcrédit les aide pleinement à résister à la crise, tandis que **40,9 %** jugent son effet partiel et **37,4 %** considèrent qu'il ne les aide pas. Cette divergence s'explique par la différence de contexte : à Kinshasa, le microcrédit opère dans un environnement institutionnalisé et relativement sécurisé, tandis qu'à Nyabibwe, l'instabilité chronique compromet la continuité des remboursements et fragilise les bénéfices attendus.

Enfin, les conclusions théoriques de **Barry (2013)** sur l'efficacité du microcrédit collectif trouvent un écho direct dans notre étude. Barry souligne que la coresponsabilité et la solidarité de groupe favorisent l'accès au crédit et améliorent les conditions de vie des bénéficiaires, tout en réduisant les risques de défaut. À Nyabibwe, cette logique est pleinement vérifiée : les associations de microcrédit, fondées sur la confiance mutuelle et la coresponsabilité, constituent un mécanisme stabilisateur face aux chocs sécuritaires. Toutefois, Barry met également en garde contre les effets pervers liés à l'encadrement et aux coûts de gestion, qui peuvent réduire la demande de financement. Cette observation est pertinente pour Nyabibwe, où l'augmentation des charges liées à l'insécurité et aux pertes économiques peut limiter la capacité des ménages à tirer pleinement profit du microcrédit.

Au final, nos résultats confirment et enrichissent la littérature existante. Comme chez Bisimwa et al. (2022), nous montrons que les associations de crédit ne suffisent pas à elles seules, mais qu'elles constituent un pilier essentiel de la résilience. Comme chez Nkwahata et al. (2024), nous confirmons que le microcrédit améliore les conditions de vie, mais nous soulignons que son efficacité est fortement conditionnée par le contexte sécuritaire. Enfin, en cohérence avec Barry (2013), nous mettons en évidence que la solidarité de groupe est un facteur clé de résilience, particulièrement en contexte post-conflit. L'originalité de notre étude réside dans la démonstration que, dans un environnement rural marqué par la guerre et l'effondrement économique, la résilience des ménages repose moins sur les variables socio-économiques classiques que sur la **mobilisation de stratégies collectives et adaptatives**, renforcées par les associations de microcrédit.

CONCLUSION GENERALE

La présente étude s'est inscrite dans un contexte de crise prolongée affectant le centre de Nyabibwe, en territoire de Kalehe, où les effets de la guerre de l'AFC/M23 ont profondément désorganisé les structures économiques, sociales et institutionnelles. Face à cette instabilité, les associations de microcrédit locales ont émergé comme des mécanismes communautaires de survie, porteurs d'espoir pour les ménages confrontés à des chocs multiples.

L'objectif principal poursuivi était d'analyser le rôle que jouent ces associations dans le renforcement de la résilience des ménages membres. Pour y parvenir, une approche méthodologique rigoureuse a été adoptée : enquête quantitative auprès de 198 ménages, traitement des données via le logiciel SPSS 25, mobilisation de l'analyse en composantes principales (ACP), tests de fiabilité et régression linéaire multiple. Cette démarche a permis de construire un indice de résilience et d'identifier ses principaux déterminants.

Les résultats obtenus sont significatifs : le modèle économétrique explique 63,4 % de la variance de la résilience, avec des facteurs clés tels que les stratégies d'adaptation à la crise ($\beta = 0,410$), la réduction des dépenses et optimisation des ressources ($\beta = 0,344$), et la gestion des risques ($\beta = 0,206$). Ces dimensions comportementales et organisationnelles apparaissent comme les véritables piliers de la résilience en contexte de guerre, bien plus que les variables socio-économiques classiques (revenu, niveau d'instruction, montant du crédit), qui se sont révélées non significatives.

La pertinence de cette recherche réside dans sa capacité à combler un vide scientifique ; peu d'études ont exploré la résilience des ménages ruraux en situation de conflit prolongé, et encore moins à travers le prisme des associations de microcrédit. Toutefois, certaines limites doivent être reconnues : absence de comparaison avec les non-membres, restriction temporelle à une seule année de crise, et manque d'approche qualitative pour approfondir les dimensions sociales et psychologiques.

Au terme de cette étude, plusieurs recommandations s'imposent :

- Aux associations de microcrédit : renforcer la flexibilité des règles de crédit, intégrer des mécanismes d'assurance et de formation à la gestion des risques.
- Aux autorités et partenaires : soutenir les structures locales par des appuis techniques et institutionnels, et intégrer le microcredit dans les politiques de relèvement post-conflit.

- Aux chercheurs : poursuivre les investigations par des études longitudinales et comparatives, incluant des approches qualitatives pour mieux saisir les dynamiques de résilience.

La recherche démontre que la résilience des ménages à Nyabibwe repose sur leur capacité à s'organiser, à s'adapter et à mobiliser des ressources communautaires en période de crise. Les associations de microcrédit, bien qu'informelles, jouent un rôle vital dans cette dynamique, et méritent d'être reconnues comme des piliers du développement local en contexte de guerre.

Etant une œuvre humine, l'étude ouvre des perspectives pour des travaux futurs. Il serait pertinent d'élargir l'analyse à d'autres zones rurales affectées par les conflits, de comparer les effets du microcrédit entre membres et non-membres, et d'explorer les dimensions psychosociales de la résilience. L'étude de l'interaction entre finance communautaire, gouvernance locale et reconstruction post-conflit constitue également un champ prometteur pour les chercheurs engagés dans le développement durable et la paix sociale en République Démocratique du Congo.

BIBLIOGRAPHIE

Adji Khoudia KAIRE, S. S. (2022). Les effets des microcrédits sur le renforcement du pouvoir socioéconomique des femmes membres des Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) de la Commune de Sahm notaire. *International Journal of Economic Studies and Management (IJESM) ISSN 2789-049X*, 4-7.

Ahoyo, E. M. (2020). *L'impact des programmes de microcrédit à travers le financement des projets aux populations vulnérables en Afrique de l'Ouest : cas du BENIN.* BENIN: UNIVERSITE DU QUEBEC A CHIKOUTIMI.

Amos Cishunguluka Kanani(UOB), T. K. (2016). Les Cooperatives D'epargne Et De Credit : Aubaine Pour L'entrepreprise Et L'emploi Dans La Ville De Bukavu En RD Congo? *European Scientific Journal (European Scientific Institute)*, 2-8.

Atayi, A. A. (2025). *Amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté au togo par le microcrédit : impacts des services de la faîtière des unités coopératives d'épargne et de crédit et de l'appui institutionnel de développement international de jardin.* QUEBEC: UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS.

BanqueMondiale. (2023). rapport de la banque mondiale sur l'economie en Afrique. *banque mondiale*.

Barry, A. B. (2013). *Les pratiques de microcrédit dans les pays du Sud versus les pays industrialisés :une analyse théorique.* (éd. Université Nice Sophia Antipolis, 2013.). France: Economies et finances.

Bienvenu Mokili Lilala, G. M. (2021). Résilience des organisations paysannes agricoles en zone de conflits armes de l'est de la republique democratique du congo : democratique du congo :democratique du congo : cas de la plaine de la ruzizi en territoire d'uvira. *Revue des Etudes Multidisciplinaires en Sciences Economiques et de Sociales(REMSES)*, 3-10.

BULANGALIRE BUJIRIRI Jean, A. B. (2024). Impact des microcrédits reçus des associations villageoises d'épargne et de crédit (avec) sur la vie socioéconomique dans les ménages membres du groupement d'Irhambi/Katana/Sud-Kivu/RD Congo. *UNIVERSITE DE GOMA*, 5-9.

ByamunguMihigoJeanpaul, C. E. (2019). Emergence des mutuelles de solidarité : Une voie d'autonomisation socio-économique des ménages dans la Chefferie de Kabare, au Sud-Kivu. *International Journal of Innovation and Scientific Research ISSN 2351-8014 Vol. 44 No. 1*, 8-10.

Bzeouich, B. (2019). Evaluation de l'impact de l'accès au microcrédit sur le bien être social des. (J. o. Finance, Éd.) *Institut Supérieur des Etudes Technologiques de Ksar Hellal,Département des sciences économiques et de gestion*, 2-10.

Cécile Lapenu et François Doligez. (2007). Mesure des performances sociales : les implications pour le secteur de la microfinance. Revue internationale de l'économie sociale. *Revue*

internationale de l'économie sociale(RECMA) https://doi.org/10.7202/1021531ar, 46–62.

Cochran, W. G. (1977). *Techniques de sondage.* New York: John Wiley and Sons, 3è ed.

Djibril.Faye. (2022). Les facteurs déterminant les taux d'intérêt et la performance financière et sociale des institutions de microfinance. *Economies et finances. Université Bourgogne Franche-Comté,*, 5-20.

Furaha Kasimu Clémence, M. K. (2023, Mars). Résilience socio-économique des femmes enceintes ayant des enfants de 0-5 ans sur l'accessibilité aux soins de santé au Sud-Kivu (RDC) : Cas de la zone de santé de Miti-Murhesa. *Annales des Sciences et des Sciences Appliquées, Vol 5(1, mars 2023), ,* 167-185.

Geneviève, M. (2005). L'ÉCONOMIE INFORMELLE AU SÉNÉGAL. Logique de fonctionnement de quelques entreprisesinformelles à Saint-Louis. *FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES, UNIVERSITÉ LAVAL, QUÉBEC*, 40-45.

Godefroid Muzalia, A. B. (2022). Ni paix,NI GUERRE : LA PERSISTANCE DES CONFLITS ET DE L'INSÉCURITÉ DANS LE TERRITOIRE DE KALEHE AU SUD-KIVU. *SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS*, 7.

Guérin, I. (2002). « Les sommets mondiaux du microcrédit : où en est-on cinq ans après ?». *Revue Tiers Monde, n° 172*, 33-56.

Guillaume Bisimwa Bahati, G. G. (2022). L'approche association villageoise d'épargne et de crédit et l'autonomisation socioéconomique des femmes en milieu rural. Cas de groupement de buzi, en chefferie de Buhavu. *International Journal of Strategic Management and Economic studies (IJSMES) – ISSN: 2791-299X*, 29-30.

IsmaïlaSENE. (2020). La gestion de la performance sociale en microfinance : quel enjeu? *Revue Internationale du Chercheur (Revue Française) ISSN: 2726-5889 Volume 1 : Numéro 1*, 200-216.

Josaphat, M. B. (2019). «…les combattants Mai Mai revendiquent une récompense à l'État…» Groupes armés, champ et capital de sécurité : Analyse de la résistance au processus DDR dans l'Est de la RDC. *FACULTE DE SCIENCES ECONOMIQUES, SOCIALES, POLITIQUES, UCLOUVAIN*, 11-15.

Kacou-Amondji, H. (2011, Avril). *La microfinance au gabon: l'accès des femmes au microcrédit dans le projet d'appui au développement du microcrédit au gabon (PADMG).* UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL(Service des bibliothèques).

KotchiKoffi, J. (2023). L'Association Villageoise d'Epargne et de Crédit (AVEC),un modèle de développement communautaire dans la Région de la Bagoué (Côte d'Ivoire). *Journal of Research in Humanities and Social Science,* 9-10.

Ledgerwood, J. E. (2018). Introduction la microfinance aujourd'hui. Nouveau manuel de microfinance, une approche écosystémique . *https://documents1.worldbank.org/curated/en/452431594272709721/pdf/The-new-microfinance-handbook-a-financial-market-system-perspective.pdf*, 43-58.

Martin R, S. P. (2015). On the notion of regional economic resilience: Conceptualization and explanation.(sur la notion de rsilience économique régionale: conceptualisation et expliation) . *Journal of Economic Geography, 15(1),* 1-42.

Messomo, S. (2017). « Microcrédits et performances financière et sociale des institutions de microfinance au Cameroun ». *Revue Gestion d'organisation*, 79-91.

Michel Lelart. (2002). L'évolution de la finance informelle et ses conséquences sur l'évolution des systèmes financiers. *Monde en développement, Tom 30, Finance informelle et système financier*, 6-16.

MichelLelart. (2006). De lafinanceinformelleàlamicrofinance. *AUF et EditionsdesArchives Contemporaines, halshs-00009833*, 6-10.

Mohamed Labie. (2007). « Réflexions préliminaires pour une approche éthique de la gestion des organisations en microfinance ». *Éthique et économique/Ethics and Economics*, 1-8.

Ngandi, A. L. (2021). *MICROFINANCE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE EN REPUBLIQUE.* KINSHASA, RDC: IJRDO - Journal of Business management.

Norris F, S. P. (2008). Community Resilience as a Metaphor, Theory, Set of Capabilities, and Strategy for Desater Readiness. *Am Journal Community Psychol*, 127 – 150.

Patrick Valeau, C. G. (2021). Les relations contingentes entre le microcrédit et le réengagement entrepreneurial dans les contextes ruraux : une exploration du cas des paysans malgaches. *Managementinternational / International Management / Gestiòn Internacional,*, 3-5.

Richemond, A. (2003). La résilience économique. *Paris: Editions d'organisation*, 25-30.

Talandier, Y. C. (2021, JUIN). Résilience économique et disparité territoriale. *Revued'économie régionale eturbaine,10.3917/reru.213.0361. hal-03312726*, 361-396.

Théorêt, M. (2005). La résilience, de l'observation du phénomène vers l'appropriation du concept par l'éducation. *Revue des sciences de l'éducation N°31(3)*, 633-658.

Tollenaere, C. (2002). « Eléments de réflexion pour la promotion de la microfinance ». *Note d`information n° 25.*

Verhagen K, L. C.-B. (2004). « Performances sociales : une raison d'être des institutions de microfinance… et pourtant encore peu mesurées. Quelques pistes ». *Monde en développement, Ismea, Bruxelles, n° 126 (32)*, 51-68.

TABLE DES MATIÈRES

Épigraphes I
In memorium II
Dédicace III
Remerciements IV
Sigles et Abréviations V
Liste des tableaux VI
RESUME VII
0. INTRODUCTION GÉNÉRALE 1
Chapitre 1 REVUE DE LA LITTÉRATURE 9
Section 1. REVUE DE LA LITTÉRATURE THÉORIQUE 9
1.1. Définition des concepts clés : 9
a. La résilience des ménages : 9
b. La Microfinance et le microcrédit : 10
c. La finance informelle : 12
d. Les associations de microcrédit dans la finance informelle : 12
1.2. Théorie de la résilience socio-économique des ménages : 12
a. Postulat : 12
b. Les facteurs de résilience 13
1.3. Théorie de la finance informelle : 13
1.4. Les associations de microcrédit dans la finance informelle : 15
Section 2. REVUE DE LA LITTÉRATURE EMPIRIQUE 18
Chapitre 2 : MILIEU D'ETUDE ET APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE 24
2.1. Présentation de la zone d'étude 24
2.2. Approche méthodologique 25
1) Contexte de recherche 25
2) Justification méthodologique 25
3) Population d'étude et détermination de l'échantillon 25
4) Variables de l'étude : 27
5) Techniques de collecte et traitement des données : 29
a. **Techniques de collecte des données :** 29
b. Le traitement et analyse des données : 29
Chapitre 3. PRÉSENTATION, INTERPRÉTATION, ANALYSE ET DISCUSSION DES RÉSULTATS 32
Section 1. Présentation, interprétation et analyse des résultats 32
A. Analyse en Composantes principales 40
B. Résultats de la régression linéaire multiple 45

Section 2. Discussion des résultats 48
CONCLUSION GENERALE 51
BIBLIOGRAPHIE 53
TABLE DES MATIÈRES 56

ANNEXES

Questionnaire d'enquête

BONJOUR TRES CHER (E) ! nous sommes AKILI MUINDA Socrate, étudiant finaliste aux Département des Sciences Commerciales et Administratives de l'ISP-BUKAVU ;

Bienvenu dans cette enquête consacrée aux ménages membres d'associations de microcrédit à Nyabibwe au Sud-Kivu. Cette enquête est réalisée dans le cadre d'un travail de recherche scientifique consacré à l'étude de « **la résilience des ménages membres d'associations de microcrédit face à la guerre de l'AFC/M23 à Nyabibwe ».** Répondre à ce questionnaire ne vous prendra que quelques minutes et les données seront traitées dans l'anonymat.

Afin de faciliter l'exploitation de ce questionnaire, merci de nous communiquer les éléments suivants :

I. Profil du ménage

1. Nombre de personnes dans le ménage : …….
2. Sexe du chef de ménage : ☐ Homme ☐ Femme
3. Âge du chef de ménage : ……
4. Niveau d'instruction du chef de ménage : ☐ Primaire ☐ Secondaire ☐ formation professionnelle et mét ☐ Supérieur et universitaire ☐ Aucun
5. Le revenu du chef du ménage ……
6. Quelles sont vos principales sources de revenus ? (Plusieurs réponses possibles) ☐ Agriculture ☐Commerce ☐ Salaire ☐ Aide humanitaire ☐ Autre
7. Le revenu des autres adultes dans le ménage ……

II. Questions en rapport avec les associations des microcrédits

1. Dans quelle association de microcrédit êtes-vous membres *?* ☐ AJUDI ☐ APUDD ☐ USDD ☐ UFNM ☐ AUTRE …….

2. Depuis combien de temps êtes-vous membre de l'association ? ☐ < 1 an ☐ 1–2 ans ☐ 3–5 ans ☐ > 5 ans

3. Quel montant de crédit avez-vous reçu lors de votre dernier emprunt ? ☐ < 100 000 ☐ 100 001–300 0 ☐ 300 001–600 000 ☐ > 600 000

4. Quel taux d'intérêt applique votre association ? : ☐ < 5 % ☐ 5–10 % ☐ 11–15 % ☐ > 15 %

5. Comment trouvez-vous ce taux d'intérêt vous taxé ? ☐ Normal ☐ Moyen ☐ Exorbitant

6. Quelle est la fréquence de remboursement du crédit ? ☐ Mensuelle ☐ Trimestrielle ☐ Semestrielle ☐ Autre

7. Votre association propose-t-elle un encadrement (formations, conseils) pour l'utilisation du crédit ? ☐ Oui ☐ Non
8. A quoi avez-vous principalement consacré le crédit ? ☐ AGR ☐ Commerce ☐ Consommation ☐ Santé ☐ Éducation ☐ Autre
9. Avez-vous remboursé tous vos crédits dans les délais ? ☐ Toujours ☐ Souvent ☐ Rarement ☐ Jamais
10. Avez-vous eu des difficultés de paiement durant cette année ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Parfois

III. La crise et le microcrédit

1. Votre ménage parvient-il à satisfaire ses besoins alimentaires ☐ Toujours ☐ Souvent ☐ Parfois ☐ Rarement
2. Avez-vous accès à des soins de santé en cas de besoin ? ☐ Oui facilement ☐ Oui difficilement ☐ Non
3. Vos enfants sont-ils régulièrement scolarisés ? ☐ Oui tous ☐ Oui certains ☐ Aucun
4. D'autres besoins essentiels du ménages (entraide sociale, habillement, logement, transport) sont-ils satisfaits depuis le choc de la guerre ? 1.Pas du tout satisfait 2.Pas satisfait 3.Neutre 4.Satisfait 5.Totalement satisfait
5. Quel était l'etat de votre situation financière avant la période de guerre ? 1.Pas du tout satisfait 2.Pas satisfait 3.Neutre 4.Satisfait 5.Totalement satisfait

Avez-vous subi un choc économique lié à la guerre au cours de cette année ? ☐ Oui ☐ Non

6. Parmi les stratégies suivantes, lesquelles utilisez-vous pour faire face aux difficultés ? ☐ Diversification des activités ☐ Aide familiale ou communautaire ☐ Diminution des dépenses ☐ Migration temporaire
7. Pensez-vous que le microcrédit vous aide à résister à la crise ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Partiellement
8. Avez-vous contracté un nouveau crédit pendant la crise ? ☐ Oui ☐ Non
9. Êtes-vous confiant(e) en l'avenir économique grâce à votre association ? ☐ Oui ☐ Non
10. Avez-vous reçu une aide humanitaire (0NG, Eglise, Asbl) ? ☐ Oui ☐ Non
11. Pensez-vous que votre situation est meilleure que celle des non-membres ? ☐ Oui ☐ Non ☐ je ne sais pas trop
12. Êtes-vous prêt(e) à continuer dans cette association après la guerre ? ☐ Oui ☐ Non
13. Selon vous, l'association a-t-elle amélioré votre situation économique ? ☐ Pas du tout ☐ Un peu ☐ Moyennement ☐ Beaucoup plus

14. Recommanderiez-vous à d'autres ménages de rejoindre une association de microcrédit ? ☐

Oui c'est important ☐ Non c'est une arnaque ☐ comme bon les semble

IV. Echelle de mesure de la résilience des ménages membres d'associations de microcrédit

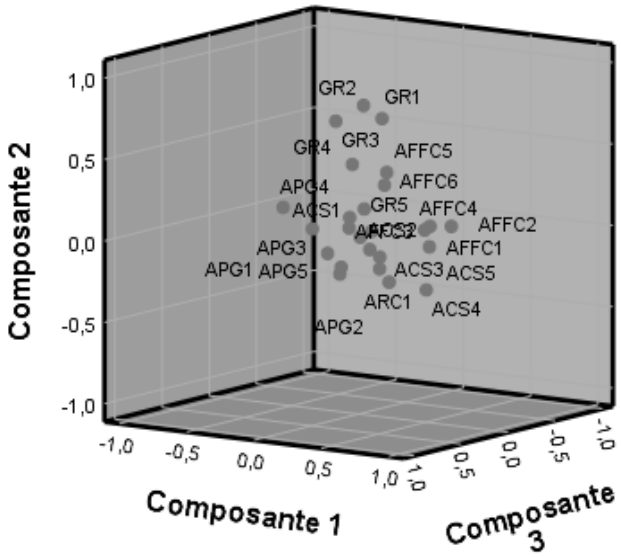
Nous vous prions d'apprécier chaque proposition sur une échelle de 1 à 5, en cochant le chiffre qui correspond le mieux à votre situation **(1= pas du tout d'accord, 2 = pas d'accord, 3 = quelque peu d'accord, 4 = d'accord, 5 = tout à fait d'accord).**

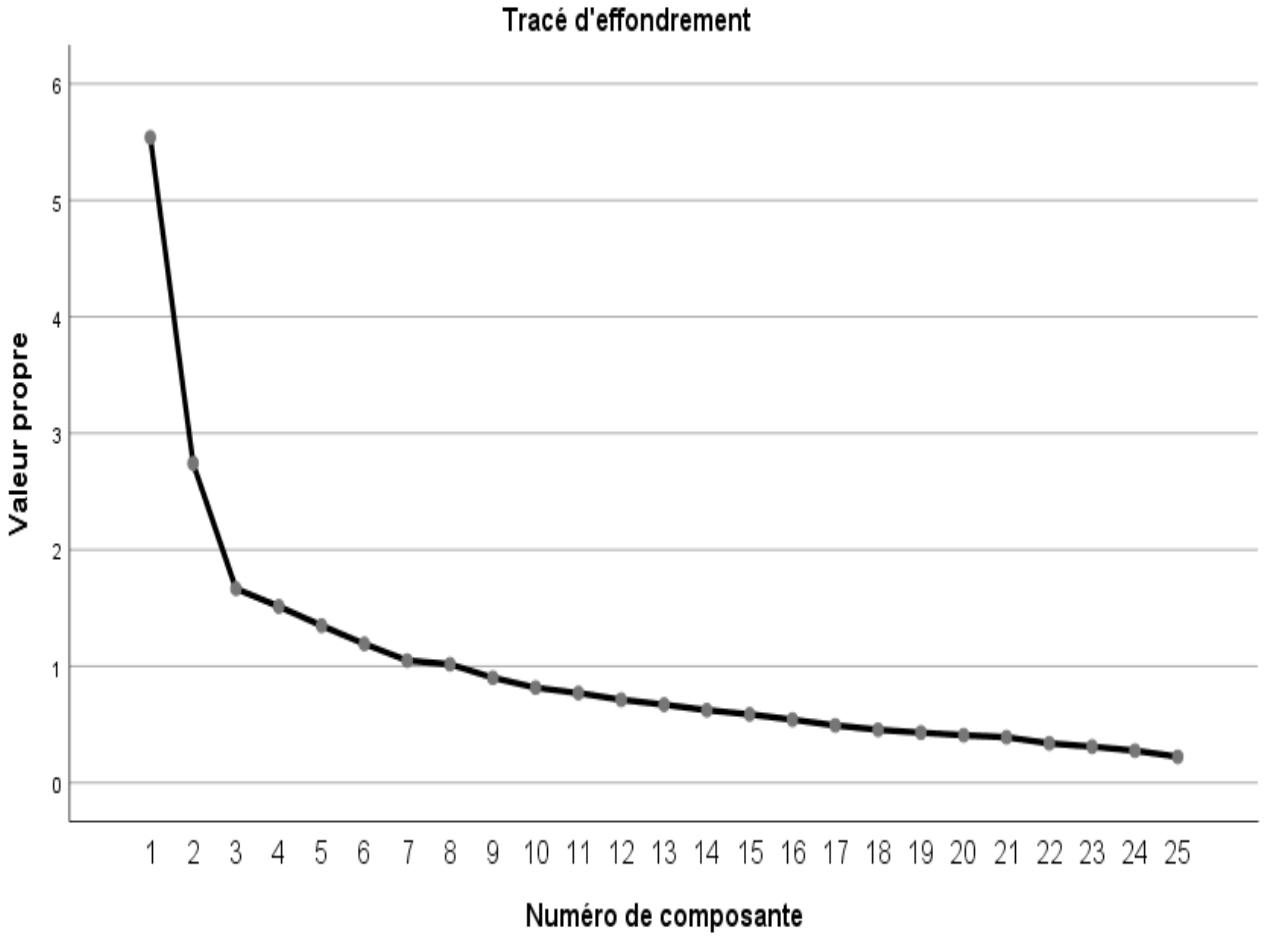
Comment affronter la crise Engendrée par la guerre						
AFFC1	Changement de nos structures pour s'adapter à la crise					
AFFC2	Délocalisation des certaines activités pour faciliter le retrait des sommes et éviter des longues files d'attente.					
AFFC3	Réduction du nombre des membres aux services financiers					
AFFC4	Changement des lieux d'attente pour les membres					
AFFC5	Certaines rencontres physiques ont été suspendues					
AFFC6	D'autres activités se déroulaient par communications téléphoniques					
Gestion des risques						
GR1	Notre association de microcrédit a effectué une cartographie des risques potentiels étant donné la crise économique orchestrée par la guerre					
GR2	Les risques ont été hiérarchisés et des réponses appropriées y été consacrées.					
GR3	Nous avons constitué des épargnes en monnaie locale					
GR4	Les informations sur les événements du terrain étaient partagées à travers les membres de notre association.					
GR5	Nous avons réduit les dépenses liées au comptage physique des sommes versées.					
Adaptation à la caisse de solidarité						
ACS1	Réduction des dépenses funéraires et des maladies du groupe solidaire					
ACS2	Suppression des dépenses liées aux catastrophes en termes d'incident et des dommages aux habitants (membres du groupe)					
ACS3	Réduction de 30% montant des cotisations régulières à la caisse de solidarité.					
ACS4	Les comptes de la caisse de solidarité étaient alors prêtés sans intérêts, pour tous les membres du groupe de solidarité en besoin.					
ACS5	Nous avons décidé de supprimer le montant de déboursement, partiellement pour les décès des membres parentés.					
Adaptation des règles d'achat des parts du groupe						
APG1	Nous avons redéfini la valeur des parts à acheter					
APG2	Les membres ont décidé, pour faire face aux stress financiers issu de la guerre, de baisser la valeur des parts.					
APG3	Les montant été trop élevé pour les membres les plus fortunés, étant donné les difficultés à épargner					
APG4	Les montant été trop bas pour les membres les moins fortunés, étant donné les périodes de soudures à venir					
APG5	Le plafond d'achat des parts dans le groupe, était réduit à 50%.					
Adaptation des règles de crédits						
ARC1	L'épargne à la semaine a été ramenée à trois semaines					
ARC2	Le montant emprunté par un membre ne pouvait pas excéder le double de la valeur des parts qu'il détenait					
ARC3	La durée du prêt pourrait dépasser désormais le 1 mois					

ARC4	Nous avons baissé le montant de crédit					

Merci pour votre participation à cette enquête et à la contribution du développement de la science !

Tracé des composantes dans l'espace après rotation




Tracé d'effondrement
Valeur propre
0
1
2
3
4
5
6
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25
Numéro de composante

Variance totale expliquée

Composante	Valeurs propres initiales			Sommes extraites du carré des chargements			Sommes de rotation du carré des chargements		
	Total	% de la variance	% cumulé	Total	% de la variance	% cumulé	Total	% de la variance	% cumulé
1	5,540	22,160	22,160	5,540	22,160	22,160	2,674	10,695	10,695
2	2,741	10,966	33,126	2,741	10,966	33,126	2,552	10,207	20,902
3	1,666	6,663	39,789	1,666	6,663	39,789	2,350	9,399	30,302
4	1,513	6,052	45,841	1,513	6,052	45,841	2,047	8,188	38,490
5	1,348	5,394	51,234	1,348	5,394	51,234	1,880	7,521	46,011
6	1,191	4,764	55,998	1,191	4,764	55,998	1,818	7,271	53,283
7	1,049	4,196	60,194	1,049	4,196	60,194	1,465	5,858	59,141
8	1,017	4,067	64,260	1,017	4,067	64,260	1,280	5,119	64,260
9	,901	3,603	67,863						
10	,816	3,263	71,126						
11	,769	3,078	74,203						
12	,712	2,848	77,051						
13	,670	2,680	79,731						
14	,622	2,488	82,219						
15	,586	2,345	84,565						
16	,541	2,166	86,731						
17	,492	1,967	88,697						
18	,454	1,816	90,513						
19	,430	1,718	92,232						
20	,407	1,630	93,861						
21	,390	1,561	95,422						
22	,338	1,351	96,773						
23	,310	1,239	98,012						
24	,275	1,098	99,111						
25	,222	,889	100,000						

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Matrice des coefficients des composantes								
	Composante							
	1	2	3	4	5	6	7	8
AFFC1. Changement de nos structures pour s'adapter à la crise	,385	,019	,060	-,082	-,067	-,216	,052	-,227
AFFC2. Délocalisation des certaines activités pour faciliter le retrait des sommes et éviter des longues files d'attente.	,355	,038	-,111	,033	,034	-,136	,015	-,115
AFFC3. Réduction du nombre des membres aux services financiers	,019	-,101	,010	-,139	,375	-,070	,122	-,179
AFFC4. Changement des lieux d'attente pour les membres	,243	,027	-,056	-,017	-,194	,176	-,026	,070
AFFC5. Certaines rencontres physiques ont été suspendues	,115	,139	,019	-,015	-,071	,121	,051	-,256
AFFC6. D'autres activités se déroulaient par communications téléphoniques	-,077	,098	-,181	-,018	-,062	,577	-,043	-,053
GR1. Notre association de microcrédit a effectué une cartographie des risques potentiels étant donné la crise économique orchestrée par la guerre	,092	,303	-,068	-,006	-,019	-,107	,080	,117
GR2. Les risques ont été hiérarchisés et des réponses appropriées y été consacrées.	,010	,333	-,044	,004	-,058	,041	-,032	,171
GR3. Nous avons constitué des épargnes en monnaie locale	-,086	,288	,000	,133	,034	-,003	-,124	-,066
GR4. Les informations sur les événements du terrain étaient	-,134	,128	-,043	-,134	,408	,049	,004	-,012

partagées à travers les membres de notre association.								
GR5. Nous avons réduit les dépenses liées au comptage physique des sommes versées.	-,088	,056	-,057	,082	,442	-,072	-,080	,023
ACS1. Réduction des dépenses funéraires et des maladies du groupe solidaire	-,042	,084	,038	,444	-,095	-,093	,095	-,022
ACS2. Suppression des dépenses liées aux catastrophes en termes d'incident et des dommages aux habitants (membres du groupe)	,009	,025	-,048	,459	-,086	,001	-,061	-,121
ACS3. Réduction de 30% montant des cotisations régulières à la caisse de solidarité	,000	-,049	-,043	,252	,228	-,070	-,072	,111
ACS4. Les comptes de la caisse de solidarité étaient alors prêtés sans intérêts, pour tous les membres du groupe de solidarité en besoin.	,183	-,118	-,163	,040	,154	-,038	-,123	,173
ACS5. Nous avons décidé de supprimer le montant de déboursement, partiellement pour les décès des membres parentés.	,294	,016	-,041	,055	-,137	-,024	-,129	,310
APG1. Nous avons redéfini la valeur des parts à acheter	-,030	-,112	,229	-,096	-,064	,165	,165	-,156
APG2. Les membres ont décidé, pour faire face aux stress financiers issu de la guerre, de baisser la valeur des parts.	,011	-,116	,294	-,100	-,038	,092	-,037	,052
APG3. Les montant été trop élevé pour les membres les plus fortunés, étant donné les difficultés à épargner	-,012	,026	,373	,047	-,024	-,192	-,088	,107
APG4. Les montant été trop bas pour les membres les moins fortunés, étant donné les périodes de soudures à venir	-,125	,065	,427	,042	-,091	-,090	,014	-,018
APG5. Le plafond d'achat des parts dans le groupe, était réduit à 50%.	-,189	-,066	,137	,023	,067	,359	-,079	,062

ARC1. L'épargne à la semaine a été ramenée à trois semaines	,048	-,121	,016	-,033	-,008	,279	-,037	,142
ARC2. Le montant emprunté par un membre ne pouvait pas excéder le double de la valeur des parts qu'il détenait	,046	,020	,032	-,008	-,168	-,082	,609	-,044
ARC3. La durée du prêt porrait dépasser desormais le 1 mois	-,141	-,017	-,080	-,008	,244	-,020	,493	,030
ARC4. Nous avons baissé le montant de crédit	-,042	,072	,046	-,067	-,056	-,008	,063	,619
Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales. Méthode de rotation : Varimax avec normalisation Kaiser.								